

MASSSES

15 SEPTEMBRE

1 9 3 3

MENSUEL N° 9

Prix : 1 Franc

POUR LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND
LA QUESTION RELIGIEUSE AU MEXIQUE
LE CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE
CITROËN, MAGNAT DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

SPÉCIMEN



Dessin de AUCLAIR.

Enquête sur le Fascisme Allemand

40P.8858

La vie de "Masses"

L'*Humanité* du 14 juillet a publié sous le titre « Scission dans la revue *Masses*, l'entrefilet suivant :

Les membres du comité de rédaction et les rédacteurs de la revue « *Masses* », soussignés, font savoir qu'ils n'auront désormais plus rien de commun avec la dite revue. Celle-ci, créée pour être une revue révolutionnaire de culture marxiste, s'était engagée, dès son premier numéro à défendre « contre les calomnies bourgeoises l'effort fait par l'U. R. S. S. pour édifier une société sans classe, en opposant la vérité au mensonge. » La publication répétée de certaines notes (cas Victor Serge), publication faite dans le numéro 8, actuellement en vente, contre la volonté expresse de tous les membres du comité de rédaction à l'exclusion du directeur, semble aux signataires incompatibles avec les principes posés au point de départ. D'ailleurs, après avoir examiné ce même numéro 8, qui précise la tendance nouvelle de la revue (polémique relative aux événements d'Allemagne, etc.), les signataires avertissent les lecteurs que la revue « *Masses* » est destinée à devenir un instrument entre les mains des contre-révolutionnaires.

Georges Berrichou ; Emile Decroix ; Henry-Léconte ; Roger Legris ; Léon Limon ; Jean Luc ; Henri Mougin.

Nota. — Nous retenons le titre « *Nouvelles Masses* » pour une revue que nous ferons paraître en octobre prochain et qui nous réunira autour du programme publié dans le numéro 1 de « *Masses* ».

Le secrétariat du groupe « *Masses* » de la F. T. O. F. désirant faire cesser toute équivoque, rappelle qu'il n'a rien de commun avec la revue « *Masses* ».

Convoqués par le groupe pour justifier devant une assemblée générale une attitude qui ne visait rien moins qu'à torpiller par des calomnies gratuites et dans un but facile à comprendre, notre revue, l'assemblée générale, après avoir entendu la défense des intéressés et constaté que dans leur activité ils avaient été guidés par des considérations étrangères à l'intérêt du groupe et de la revue, tendant à placer ceux-ci sous le contrôle d'une organisation extérieure, empêchant ainsi l'exécution du programme accepté par tous, a adopté à l'unanimité de 66 camarades présents moins trois voix, la motion suivante :

Les membres du groupe « *Masses* » considérant l'attitude inqualifiable que quelques rédacteurs ont eu en publiant dans un journal une attaque honteuse sous le titre de Comité de rédaction, se dérochant par là au procédé régulier et honnête qui aurait été de porter le débat devant l'assemblée générale les exclut du groupe « *Masses* » et passe à l'ordre du jour.

NOTRE PROGRAMME

Voici le programme accepté par tous les membres du groupe et publié dans le premier numéro de *Masses*. C'est vers sa réalisation que tendent tous nos efforts. Nous faisons appel à tous les camarades désireux d'y collaborer. Ils peuvent être certains que nous ne nous laisserons écarter par personne de la route que nous nous sommes tracée.

BUTS. — Grouper pour un travail collectif les jeunes travailleurs manuels et intellectuels désireux de développer leur conscience de classe, de définir et de combattre les forces qui asservissent la classe ouvrière, de dénoncer toutes les formes d'exploitation capitaliste, les tares de ce régime, ses contradictions et leurs causes, son évolution logique vers le fascisme et la guerre, et de démontrer aux masses la communauté d'intérêts de tous les exploités et la nécessité de leur union, par l'étude des divers aspects de la lutte ouvrière et sociale dans le monde.

Démontrer que la bourgeoisie transforme la culture et les arts en instruments de conformisme et d'asservissement, les avilit et les mène dans l'impasse où elle-même succombera, que seul le prolétariat manuel et intellectuel conscient de son rôle historique pourra leur redonner un sens créateur comme instruments de sa libération, en assumant la charge pendant la période révolutionnaire et libérée de l'exploitation capitaliste, assurer leur plein épanouissement, par l'avènement d'une société sans classes.

Rechercher par des études communes, les éléments vraiment positifs de la culture et les plus susceptibles d'aider à la libération du prolétariat, les moyens de les faire pénétrer dans la classe ouvrière, et, sur ces bases, organiser l'entraide culturelle.

MOYENS. — Se pénétrer de l'idéologie du mouvement ouvrier, depuis la naissance du capitalisme, par l'étude de sa vie, de ses luttes, des théories qui ont reflété ses divers courants et ont influencé son développement.

En prenant pour base les faits, l'action des faits sur les idées et celle des idées sur les faits, étudier l'histoire de l'humanité depuis ses origines en recherchant et établissant les rapports entre l'évolution économique et l'évolution sociale, philosophique, scientifique, littéraire et artistique, et s'efforcer d'en porter l'essentiel à la connaissance de nos lecteurs. Appliquer les mêmes méthodes à l'étude du capitalisme moderne et de son évolution sur le plan économique, social et culturel et dénoncer par des exemples concrets l'accentuation continuée et nécessaire de l'exploitation et de la répression capitalistes.

Créer des cercles où nous ferons collectivement l'étude de chacun de ces sujets, par cours oraux, tribune de discussion, conférences, etc., et publier le résultat de ces travaux sous forme d'articles dans la revue ou de brochures.

Mener des enquêtes sur les conditions de vie des travailleurs et sur leurs réactions psychologiques et politiques à la situation qui leur est faite dans la société actuelle, et en publier les résultats.

Créer un cercle d'études de l'évolution politique et sociale au cours des dernières années de la situation et des problèmes actuels. Une large tribune en donnerait le compte rendu dans la revue, en laissant à chaque tendance du mouvement ouvrier et socialiste le soin de préciser sa position, et permettrait à nos lecteurs ou groupes correspondants de discuter le ou les problèmes étudiés dans le précédent numéro de la revue. Les lecteurs pourraient également proposer tel sujet dont l'étude leur semblerait urgente et en faire un bref exposé.

Établir une chronique de la vie et des luttes ouvrières et paysannes en France et dans le monde, en créant une revue de la presse ouvrière révolutionnaire.

Former des groupes d'études et de documentation, sur la révolution russe et les réalisations soviétiques, sur les expériences gouvernementales socialistes et communistes en divers pays.

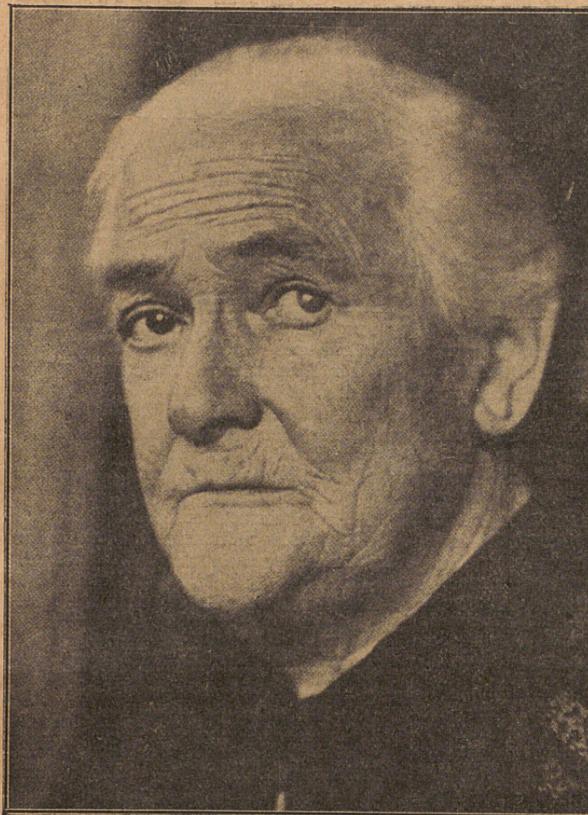
Organiser la coopération entre camarades pour développer leur culture générale et établir des programmes rationnels d'études adaptés aux divers degrés d'instruction des futurs étudiants.

Compléter chaque cercle d'études par la création d'une correspondance internationale.

Au sommaire de notre prochain numéro :

La réponse de Walcher, chef du S. A. P. à notre enquête sur le fascisme allemand. La suite de l'étude de Jean Duriez sur la question religieuse au Mexique. Une étude sur la psychologie américaine. Une lettre d'Amérique. Une étude de Simone Weill : Un appel socialiste à la guerre. Impressions d'U. R. S. S. par un de nos camarades. Nos rubriques littéraires, artistiques, cinématographiques, etc.

CLARA ZETKIN



bolchévistes russes dans l'Internationale à défendre sans défaillance les grands principes du socialisme.

Compagnon d'arme de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, elle a écrit sur les batailles révolutionnaires d'Allemagne de la fin de 1918 et du début de 1919 des pages qui contiennent en un raccourci saisissant l'héroïsme et le sacrifice des Spartakistes vaincus par l'alliance monstrueuse de la camarilla militaire allemande avec la social-démocratie de Noske-Erbert-Scheidemann.

Ces pages, la génération actuelle doit les lire. Elle y trouvera, outre un enseignement et un exemple, des raisons d'espérer et de vivre.

Avec Clara Zetkin, dont la mort remonte déjà au 20 juin, disparaît une des dernières grandes figures du socialisme occidental.

En vérité, depuis 1921, époque à laquelle l'« action de mars » (1), qui avait tourné à l'aventure, la dressa violemment contre le Comité central du P.C. allemand dont elle démissionna d'une façon retentissante, Clara Zetkin n'avait cessé de s'effacer de plus en plus de la vie politique active.

A l'encontre de beaucoup d'autres marxistes qui étaient loin pourtant d'avoir son bagage de connaissances doctrinales, elle ne brigua jamais le titre de théoricien. Mais pendant près d'un demi-siècle elle mit au service du mouvement socialiste allemand et du mouvement ouvrier international un tempérament d'une fougue extraordinaire et une plume qui faisait d'elle un agitateur hors de pair.

Quand la guerre, puis la participation gouvernementale eurent attaché au char sanglant des impérialismes d'Occident la plupart des militants en vue de l'Internationale ouvrière, Clara Zetkin fut une des seuls avec Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Frantz Mehring en Allemagne et les

Après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, après la mort de Frantz Mehring, Clara Zetkin restait la seule personnalité remarquable que le mouvement socialiste d'Occident pouvait mettre sur le même rang que les meilleurs bolchéviks russes.

En fait, aussi longtemps que l'âge lui permit de défendre dans l'Internationale communiste, un point de vue politique conforme à ses tendances, elle n'abdiqua jamais ni sa pensée, ni sa critique. Quand on relit ce petit livre admirable que sont ses *Souvenirs sur Lénine* (3) on ne peut pas ne pas regretter que le mouvement ouvrier occidental n'ait pas eu à offrir à nos camarades russes plus de militants de cette trempe et de cette indépendance. Mais pour le socialisme d'Occident, la Révolution d'Octobre vint trop tard. Alors qu'en 1917, le socialisme russe, sous la formidable impulsion de Lénine, atteignait son plein épanouissement, le socialisme occidental touchait déjà le fond de son déclin. Et l'on ne saurait assez dire de quel poids a pesé sur l'évolution de la Révolution d'Octobre et du régime qui en est issu la pauvreté des hommes de valeur et la dégénérescence du socialisme d'Occident.

Quand, après la mort de Lénine, les lut-

tes de fractions prirent dans le Parti communiste russe et dans l'Internationale l'apreté que l'on sait, Clara Zetkin cessa pour ainsi dire toute activité politique. Ayant conscience, dès ce moment, que son âge lui interdisait ces luttes intestines, où les chefs de la Révolution russe devaient laisser tant de leur prestige, elle voulut épargner à sa vieillesse la douleur de se voir, même en apparence, séparée de la Révolution russe. Et pourtant ce n'est un secret pour personne que dans le mouvement révolutionnaire allemand ses sympathies allaient à certains de ses camarades aujourd'hui hors de l'I. C. en raison de leur opposition à la politique officielle.

Mais si Clara Zetkin a pu s'épargner cette douleur et exaucer le désir qu'elle avait de voir ses cendres reposer au pied du Kremlin, parmi les morts, la plupart anonymes, de la Révolution, elle ne put, en revanche, s'épargner le spectacle infiniment plus poignant de l'écrasement — sans que ses organisations de classe l'aient appelé au combat ! — du prolétariat allemand.

Et pourtant, c'est elle qui a écrit dans les *Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* :

« Ces combats de 1918-1919 nous ont fait des blessures qui ne se fermeront jamais, aussi longtemps que nous vivrons ; ils nous ont causé des pertes que jamais personne ne compensera. Mais il n'en est pas moins vrai que s'exhale de notre poitrine cette vibrante exclamation : « Quand même ! » Oui, quand même et malgré tout, Spartacus restera fidèle à la lutte et aux victimes. Les combats révolutionnaires de l'« année rouge » n'ont pas été inutiles. Quinze mille cadavres de fiers combattants de la révolution et un nombre innombrable d'enfermés dans les prisons, c'est la preuve qu'au sein du prolétariat allemand, la concentration des forces est commencée et qu'elles vont consciemment à l'assaut de la société « bourgeoise ». Voilà pourquoi nous ne pleurons pas nos morts, mais nous lutterons ! Le branle-bas de combat sonne à nouveau, le combat va reprendre. »

J'étais de ceux, écrit-elle dans ses *Souvenirs sur Lénine*, qui critiquaient le plus vivement l'« action de mars », dans la mesure où elle n'avait pas été une lutte de prolétaires, mais une action de parti mal comprise, mal préparée, mal organisée, mal dirigée et mal exécutée. Je combattais avec la dernière énergie cette « théorie de l'offensive » qu'on avait fabriquée si péniblement.

(2) Clara Zetkin : *Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne*, Paris, Bibliothèque communiste, 1920.

(3) Bureau d'éditions, 1926.

DANS son dernier numéro *Masses* annonçait l'ouverture d'une enquête sur le fascisme allemand. Le questionnaire ci-dessous est adressé aux militants des divers groupements politiques et syndicaux qui ont participé à l'expérience allemande. Ceux-ci s'expriment en toute liberté et prennent l'entière responsabilité de leurs appréciations sur les événements et les hommes.

1° Quelles sont, à votre avis, les causes économiques, sociales et politiques du mouvement fasciste qui a réussi à prendre le pouvoir en Allemagne ?

2° Quelles ont été, à votre avis, les positions des diverses organisations ouvrières allemandes en face de la poussée fasciste, les raisons historiques de ces positions et quelle aurait dû être l'action de ces organisations ?

3° Quelles perspectives assignez-vous à la situation allemande en général et quelles sont les possibilités éventuelles d'action révolutionnaire ?

4° Quel rôle a joué la Russie Soviétique dans la crise politique en Allemagne et comment les révolutionnaires de l'extérieur et particulièrement ceux de France, peuvent-ils aider de façon la plus efficace le mouvement ouvrier allemand ?



POUR LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND

Plus nous nous éloignons des jours tragiques de mars, plus la catastrophe du mouvement ouvrier devient tristement claire dans toute son amplitude. Le rêve de la révolution pour l'hiver après le printemps hitlérien s'évanouit lentement. Les illusions que l'I. C. avaient nourries après la défaite se brisent contre les angles de la réalité. Au lieu de s'atténuer, la dictature fasciste s'accroît. Elle déçoit bien un grand nombre de ses adhérents, mais elle accroît aussi l'armement de son pouvoir d'Etat et la terreur par laquelle elle étouffe dans le sang toute tentative de la classe ouvrière pour se rassembler à nouveau.

Personne ne peut dire combien de temps la dictature fasciste en Allemagne se maintiendra. Il y a beaucoup de chances pour que le fascisme allemand ne réussisse pas dans la même mesure que le fascisme italien à détruire le mouvement ouvrier ; au contraire de l'Italie, l'Allemagne est un pays très industriel ; les conditions naturelles pour le renouveau de la classe ouvrière qui est rassemblée dans de gros centres industriels y sont plus favorables ; l'importance sociale et économique de la petite bourgeoisie, qui forme la base populaire du fascisme, y est moins grande ; les espérances que toutes les classes possédantes de la société mettent dans le fascisme y sont aussi puissantes, mais les possibilités qu'a Hitler de les réaliser dans le domaine économique sont bien moindres que celles de Mussolini. On sait que Mussolini prit le pouvoir au début d'une période de stabilisation, tandis qu'Hitler y parvient au milieu d'une crise dont on ne voit pas encore la fin. La vague d'industrialisation de ces dix dernières années a renforcé en Italie le pouvoir du fascisme ; en Allemagne, au contraire, le capitalisme, avec son industrie ultrarationalisée, ne peut prendre de nouvel essor, ce qui n'est en obtenant par des moyens politiques un nouveau partage de l'Europe. Mais, d'ici-là, un certain temps ne manquera pas de s'écouler.

D'autre part, la classe ouvrière italienne avait été vaincue en combattant, cependant que la classe ouvrière allemande, incomparablement plus forte et plus éduquée, a abandonné sans lutte la scène politique. Les conditions subjectives pour une décomposition durable de la classe ouvrière sont en Allemagne sensiblement plus grandes qu'en Italie.

Ainsi, une comparaison superficielle montre déjà que l'exemple italien ne permet aucune déduction sérieuse par rapport à la durée du fascisme. Nous ne préparerons pas le terrain idéologique d'une montée future de la classe ouvrière allemande avec des analogies et des prophéties, mais par un examen critique de la situation en Allemagne et des facteurs généraux qui ont amené la victoire du fascisme.

NOTRE ENQUÊTE SUR LE

Pour la renaissance du

I. — LES FACTEURS PRINCIPAUX DE LA VICTOIRE FASCISTE

Dans la discussion internationale qui est engagée actuellement en partie dans les rangs de la social-démocratie, en partie dans les groupes révolutionnaires situés en dehors de la 3^e Internationale — l'I. C. interdit dans ses rangs une controverse sérieuse, et surtout dans le parti allemand — deux raisons essentielles de la situation actuelle sont invoquées : la terrible crise économique et le système de Versailles. La social-démocratie surtout adopte de plus en plus nettement la thèse que ces deux facteurs ont rendu la victoire du fascisme inévitable.

L'histoire de la Révolution allemande contredit absolument cette théorie fataliste et démontre clairement que les mêmes conditions qui ont amené maintenant la victoire du fascisme auraient amené celle du prolétariat dans des circonstances données. Il est devenu d'usage de dire que le petit bourgeois enragé, qui a soi-disant toujours été réactionnaire, est et reste le coupable. Mais jetons un coup d'œil sur la dernière décennie de la lutte de classes allemande, et nous verrons que la partie avancée de la petite bourgeoisie, longtemps avant de se jeter avec désespoir dans les bras de la contre-révolution, a essayé de trouver le chemin du progrès aux côtés de la classe ouvrière. De 1919 à 1923, une grande partie de la petite bourgeoisie s'est tournée vers la social-démocratie, attendant d'elle un changement profond dans les rapports sociaux et économiques. Elle a été presque aussi amèrement déçue que le prolétariat. Même au point de vue de cette classe et des exigences de la démocratie bourgeoise, la social-démocratie s'est affirmée comme une force réactionnaire. Elle a presque toujours été largement surpassée en radicalisme par les courants de la gauche bourgeoise.

C'est à bon droit que l'I. C. signale la trahison historique de la social-démocratie. Mais elle « oublie » quelques petites choses essentielles. Durant les années 1922-23, sous les coups de l'inflation et de l'occupation de la Ruhr, une profonde transformation s'était opérée dans la conscience des masses, y compris une importante partie de la petite bourgeoisie. Profondément irritées par le comportement des partis bourgeois et de la social-démocratie qui se montrèrent incapables de résister à l'impérialisme français et soutinrent l'inflation, non seulement la majorité de la classe ouvrière, mais encore une grosse partie de la petite bourgeoisie se tournèrent vers le parti communiste. Leur mot d'ordre était : « Avec les communistes contre Stinnes, avec l'armée rouge dans la Ruhr ». Naturellement, le fascisme hitlérien croissait en même temps, ainsi que d'autres mouvements contre-révolutionnaires, principalement dans les parties non industrielles, semi-agricoles de l'Allemagne. Mais le rythme de croissance des forces révolutionnaires était incomparablement plus rapide que celui des forces contre-révolutionnaires. C'est alors, dans la profonde crise sociale et politique de l'année 1923 que le prolétariat eut les plus éclatantes possibilités de combattre pour le pouvoir, avec l'appui de la petite bourgeoisie.

La politique de l'I. C. et de la direction du P. C. A. a ébranlé alors la Révolution montante. La tentative aventureuse que fit alors la Centrale du parti sous l'influence de Radek pour réaliser un front de lutte extra-parlementaire dans la Ruhr (I) avec les fascistes, dans le même temps qu'un gouvernement commun avec la social-démocratie dans les pays allemands, cet opportunisme a décomposé le mouvement de masse. Les ouvriers réformistes perdirent confiance en raison du front uni-

FASCISME

mouvement ouvrier Allemand par Kurt Landau

que tenté avec les fascistes, et les ouvriers révolutionnaires furent déçus quand ils virent que la lutte n'était pas dirigée vers l'insurrection, mais vers un gouvernement parlementaire des communistes avec les social-démocrates.

Quand, en octobre 1923, le P. C. A. voulut poser la question de la prise du pouvoir, il vit avec étonnement que l'essor révolutionnaire des masses était déjà en décrépitude. Sans opposer de résistance, il abandonna son champ de lutte politique quand la marche de la Reichswehr ordonnée par Ebert le chassa du gouvernement de la Saxe.

Lors de cette défaite historique, non seulement de grandes parties du prolétariat perdirent confiance dans le P. C. A., mais la petite bourgeoisie s'éloigna du prolétariat pleine de déception et d'amertume. Elle perdit après ses expériences avec le P. S. A. et avec le P. C. A. sa confiance dans la capacité du prolétariat de tirer le pays du trouble et des contradictions capitalistes.

En exhumant ce fonds historique, il devient compréhensible que, dès le début de cette crise (1929-30), les masses de la petite bourgeoisie soient entrées en lutte ouverte avec le prolétariat et se soient jetées dans les bras du fascisme. Cela ne signifie pas cependant que, du fait des conséquences de 1923, l'effort de la classe ouvrière, pour arracher ces couches sociales au fascisme, était sans espoir. Cela signifie seulement que la situation pour le prolétariat était difficile.

La crise qui survint, en empirant la situation matérielle des masses, les tira de leur tranquillité. Bien avant la radicalisation des masses ouvrières, l'avant-garde contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie était passée à une action qui gardait encore un caractère d'isolement, mais qui n'en était pas moins symptomatique de la profonde fermentation sociale, surtout dans les masses paysannes (vague de terreur du Schleswig-Holstein, été 1929).

La classe ouvrière, toutefois, avait encore à ce moment toute possibilité d'orienter les mouvements sociaux et politiques naissants dans la voie de la révolution prolétarienne. Il était seulement nécessaire, pour cela, que la partie révolutionnaire avancée du prolétariat reconnaisse la situation véritable, et prenne conscience des moyens de rassembler toutes les forces de la classe ouvrière pour se défendre contre l'offensive générale de la bourgeoisie. Si la petite bourgeoisie penchait à voir dans le plan Young la cause de l'empirement de sa situation, il n'y avait qu'un seul moyen de la convaincre que le véritable ennemi commun des masses ouvrières et petites-bourgeoises est le capital financier allemand. Ce moyen, c'était l'action de masse révolutionnaire du prolétariat. Si, en 1923, la petite bourgeoisie s'était détournée avec mépris des ouvriers dans la pensée qu'ils étaient incapables de bouleverser le sort du pays par une révolution, elle ne pouvait plus, dans la crise de 1930, être convaincue par la seule propagande, mais uniquement par l'action, que la classe ouvrière et son parti révolutionnaire avaient tiré leçon de leurs erreurs. Il fallait parvenir à rassembler pour sa défense toutes les forces de la classe ouvrière, et par ce rassemblement élever à tel point sa conscience de classe qu'elle résiste par une lutte de masse à l'attaque politique et sociale de la réaction, et, dans un essor extraordinaire, entraîne avec elle la petite bourgeoisie. Le sort du mouvement ouvrier allemand en dépendait. L'action seule pouvait montrer aux masses non prolétariennes que la lutte de classes prolétarienne, en supprimant l'esclavage capitaliste du salariat, abolissait aussi le système de Versailles et le plan

Young. L'Allemagne n'a pas vu cette lutte. En dehors de quelques exceptions isolées, il n'y eut pas de grève en Allemagne depuis 1929. Il n'y eut pas d'action de masse. Il n'y eut pas de combat. Dans les campagnes, le ruisseau fasciste s'enflait en torrent, emportait la petite bourgeoisie des villes, et, dans la seconde moitié de 1930 déjà, frappait aux portes des bastions prolétariens. Des tentatives de rassemblement se faisaient jour dans le prolétariat pour entreprendre de résister ; toujours à nouveau ces tentatives étaient étouffées dans l'œuf. Ces convulsions durèrent trois années pleines avant d'aboutir finalement à la catastrophe en mars 1933.

Le prolétariat allemand, l'avant-garde de la classe ouvrière européenne, a-t-il désespéré de lui-même ? A-t-il oublié ses traditions héroïques ? A-t-il été vaincu parce qu'il s'est incliné sans combattre devant les forces croissantes de la contre-révolution, comme le pense Karl Kautzky, et comme le déclarent les chefs social-démocrates ? Là est la question.

II. — SOCIALDEMOCRATIE ET INTERNATIONALE COMMUNISTE

LEURS POLITIQUES ET LEURS RESPONSABILITES

Juan Rustico, dans ses notes émouvantes, a décrit les stations de calvaire du prolétariat allemand. Je ne veux pas répéter ce qu'il a déjà dit, mais seulement insister sur quelques faits primordiaux.

Les chefs de la social-démocratie allemande ont trahi en 1914 le socialisme et les intérêts élémentaires du prolétariat en passant du côté de l'impérialisme allemand. En 1918-19, ils ont réprimé par la force armée la révolution prolétarienne qui se développait en dehors d'eux et malgré eux, et ils ont détruit l'avant-garde du prolétariat allemand sous leurs coups sangui-naires.

La République bourgeoise de Weimar n'était pas le résultat de la politique social-démocrate, mais celui de la peur de la bourgeoisie allemande devant la révolution prolétarienne menaçante. Les droits politiques de la classe ouvrière, ses conquêtes sociales de la révolution de novembre furent les sous-produits, les concessions de la bourgeoisie au cours des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière allemande. Rien de ce qu'elle a conquis depuis 1918 ne le fut par la social-démocratie, mais malgré celle-ci.

Quand la démocratie bourgeoise, du fait des formidables tensions sociales occasionnées par la crise, se rompit, ce fut la social-démocratie qui se montra la partie la plus corrompue de la société bourgeoise. Elle se livra elle-même, ainsi que la République bourgeoise, lors du coup d'Etat Papen-Schleicher, le 20 juillet 1932, contre le gouvernement prussien. Les « hommes forts » qui menaçaient continuellement le prolétariat du fer et du feu et l'avaient écrasé avec la plus bestiale cruauté (janvier 1919, 1921, mai 1929), ces mêmes hommes d'Etat qui persécutaient les organisations et la presse révolutionnaires du prolétariat, n'osèrent pas la moindre lutte politique en face de la contre-révolution fasciste. Comparativement à la lâcheté politique de la social-démocratie allemande, certains politiciens bourgeois réactionnaires, comme les ministres bavarois, se conduisirent en héros.

Tout cela est connu, mais il faut fixer le rôle réactionnaire sans équivalent de la social-démocratie allemande, il faut savoir de quelle haine profonde et brûlante la poursuivent les ouvriers avancés et la jeunesse ouvrière révolutionnaire, elle, ses « hommes d'Etat » et ses fonctionnaires qui avaient en outre adopté les mœurs et les habitudes de la bourgeoisie réactionnaire et se montraient, pour une part d'entre eux, directement corrompus — pour comprendre comment la politique petite-bourgeoise

(1) Alors, sous la direction de Brandler, de Thalheimer et des actuels dirigeants du S. A. P. : Walcher, Frölich, etc., le chef fasciste, le comte Reventlov, pouvait écrire dans la « Rote Fahne » et Frölich lui répondait. Alors, la « R. F. », le 18 août 1923, écrivait : « Même avec des gens qui ont assassiné Liebknecht et Rosa Luxembourg nous nous associerons s'ils veulent se joindre à nous ».

d'apparence révolutionnaire de la direction du P. C. A. trouva néanmoins tant d'échos dans le prolétariat.

Il y a aujourd'hui des révolutionnaires, des communistes, qui accusent le P. C. A. vaincu d'avoir trahi par sa politique la classe ouvrière allemande. C'est par exemple l'opinion de Trotzky que les chefs communistes auraient su ce qu'il fallait faire, mais qu'ils ont été forcés par Staline à poursuivre une politique contraire, parce que celui-ci voulait à tout prix éviter la lutte révolutionnaire.

On ne peut absolument pas parler d'un pareil « complot de trahison » de Staline et de Thaelmann. Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur la politique du P. C. A. et sur ses funestes erreurs de la période qui précéda la victoire fasciste, il n'est pas difficile de voir que la fraction dirigeante se montrait en toute circonstance incapable d'apprécier la situation réelle. Ce n'était pas la conscience des ouvriers avancés marxistes qui se reflétait dans sa politique, mais les espoirs et les illusions de la partie révolutionnaire de la petite bourgeoisie citadine et des couches inexpérimentées, involuées du prolétariat, particulièrement de la jeunesse et des chômeurs.

Le groupe Thaelmann-Neumann-Remmele, à la veille de la crise, lors du « Congrès Wedding du P. C. A. » (1929), qui était sous le signe du 1^{er} mai sanglant, accomplit un tournant décisif. Il admit que le 1^{er} mai serait le prologue d'une lutte révolutionnaire dans laquelle, comme en janvier 1919, on verrait d'un côté de la barricade le gouvernement socialdémocrate, et de l'autre le prolétariat révolutionnaire. C'est de ce pronostic que renaquit la dénomination de « social fascisme » pour la socialdémocratie (2).

La tactique du P. C. A. résulta de cette fausse appréciation de la socialdémocratie et de la constellation des forces en présence. Il vit en la socialdémocratie son principal ennemi et sous-estima le fascisme jusqu'au dernier moment. De là le refus inflexible de tout front unique avec la socialdémocratie et l'idée de nouveaux syndicats ; de là la tactique aventureuse d'août 1931, le front unique avec les fascistes dans le plébiscite contre le gouvernement socialdémocrate de Prusse, et finalement dans la grève des transports de Berlin en novembre 1932.

Cette appréciation fondamentalement fautive ne fut jamais abandonnée, même quand le fascisme parvint au point central de l'arène politique. Comme la socialdémocratie, jusqu'au 20 juillet, c'est-à-dire sept mois avant la catastrophe de mars 1933, avait encore le pouvoir dans les deux tiers de l'Allemagne, en Prusse, les chefs communistes tenaient pour impossible que le fascisme la combatte sérieusement ou l'anéantisse, alors qu'elle avait rendu de si étonnants services à la contre-révolution et organisé la terreur contre le prolétariat révolutionnaire. Le caractère propre du fascisme leur échappait. Ils le voyaient déjà dans la dictature Brüning, et méprisaient les oppositionnels de gauche qui les mettaient en garde contre l'approche de la bataille décisive avec le fascisme.

Aveugle et sourd, plein d'illusions, surestimant ses propres forces, le P. C. A. s'avancit en titubant vers la catastrophe. Ses chefs la voyaient si peu venir, ils étaient si peu préparés à un engagement décisif, que le 28 février, le jour du coup d'Etat fasciste, ils ont été parfaitement surpris. Et ceci bien que, depuis un mois déjà, le bloc contre-révolutionnaire Hitler-Hugenberg ait été formé, au sein duquel la dictature fasciste mûrissait de toute évidence.

L'aveuglement du parti révolutionnaire qui, sous la direction de Thaelmann, avait été changé en caserne, où la politique était remplacée par le commandement, la pensée critique par le mot d'ordre, et l'éducation par les formules toutes faites, a idéologiquement désarmé le prolétariat révolutionnaire. Il ne lui fut pas possible d'attirer à lui les ouvriers socialdémocrates légers et radicalisés. Les ouvriers socialistes perdirent la foi en la capacité du P. C. A. de conduire sérieusement une lutte de masse.

Les deux parties du prolétariat doutèrent de la possibilité d'une lutte commune. Mais quand malgré tout, sous l'impression de l'approche de la catastrophe, les ouvriers faisaient, de leur propre chef ou influencés par de petits groupes révolutionnaires, un pas en avant, alors la bureaucratie communiste, de

peur que les communistes puissent oublier que l'ennemi principal était la socialdémocratie, et la bureaucratie socialiste, par frayeur que des luttes révolutionnaires ne viennent à s'engager, étouffaient dans l'œuf toute tentative vers une issue quelconque. Ainsi les organisations sur lesquelles s'appuyait le prolétariat, d'instruments de ses énergies révolutionnaires et créatrices, devinrent ses freins. Ce renversement du rôle progressif des organisations ouvrières en un facteur de décomposition, d'un côté par la trahison de la socialdémocratie, de l'autre par la dégénérescence petite-bourgeoise du P. C. A., explique le phénomène sur lequel Juan Rustico a insisté : chacun des ouvriers conscients, soit socialiste, soit communiste, était individuellement plein de courage et prêt au combat. Mais la classe était paralysée par la trahison et l'aveuglement politique de ses organisations.

À l'automne 1931, un groupe important de socialdémocrates de gauche tenta de trouver une issue à cette situation en fondant un nouveau parti ouvrier : le parti ouvrier socialiste (S. A. P.). Ce parti qui, à son début, comprenait 50.000 membres, entra en lice avec la prétention d'être le véritable représentant de la classe ouvrière. Sa politique au début fut de phrases pacifistes et de serments de front unique prolétarien. Dans l'étape décisive, en février 1933, ce parti ne trouva rien de mieux que de proposer un plébiscite pour le front unique prolétarien. Tandis qu'il perdait ses membres à un rythme accéléré, et que sa petite influence diminuait toujours davantage aux divers votes de 1932, il se renforça d'un groupe de communistes de droite : Walcher, Frölich, Frank, les mêmes qui, en 1923, avec Brandler, avaient mené le parti à sa dégénérescence idéologique et à la défaite politique. À la veille de la catastrophe, l'opportunisme décomposa le petit parti : la majorité de ses dirigeants retourna au P. S. A. (Seydewitz, Ziegler), d'autres cherchèrent refuge dans le P. C. A. (K. Rosenfeld). Même avant que la véritable terreur ait été instaurée, le chiffre des membres du S. A. P. était tombé à 14.000 (3).

La tentative de fonder un nouveau parti en Allemagne avant la catastrophe de mars avait lamentablement échoué. Offret-elle aujourd'hui, après la défaite du P. C. A. et la dissolution du P. S. A., plus de chances de réussite ?

La question de savoir si la défaite du P. C. A. doit engager les éléments révolutionnaires du parti et de la classe ouvrière à rompre avec le P. C. A. et l'I. C. est aujourd'hui à l'ordre du jour dans les rangs communistes, surtout en Allemagne. Les éléments de gauche du P. C. A., aussi bien ce qu'on appelle « la gauche de Wedding » (groupe « Der Funke ») à laquelle appartient l'auteur de ces lignes, que la majorité des trotskistes allemands — ceux-ci appartinrent à notre groupe jusqu'en mai 1931, et s'en séparèrent au cours d'une discussion politique où ils soutinrent que notre perspective qu'Hitler était à la porte du pouvoir était fautive et ressor-

(2) Quand, en 1923, le prolétariat révolutionnaire subit une lourde défaite lors de la marche de la Reichswehr en Saxe et en Thuringe, ordonnée par Ebert, et alors que la république bourgeoise se raffermissait par des moyens dictatoriaux aussi bien contre le prolétariat que contre le fascisme (répression du putsch d'Hitler, novembre 1923), c'est à cette époque que Zinoviev, Radek et Walcher, à la séance de l'exécutif élargi de l'I. C. en janvier 1923, lancèrent le mot d'ordre de « social-fascisme ».

(3) Dans la *Revolution Prolétarienne* du 10 août 1933, un camarade du S. A. P. donne pour effectifs actuels du S. A. P. 14.000 membres, et du P. C. A. 25.000 membres. Les deux estimations sont inexactes. Les cadres illégaux du P. C. A. comprennent aujourd'hui environ 40.000 membres, et ceux du S. A. P. doivent atteindre environ 10 % de ce nombre.

(4) La logique interne de cette politique conduisit les dirigeants trotskistes à capituler devant Staline juste avant la catastrophe (Well, Senine).

(5) Nous ne pouvons ici, faute de place, donner une analyse approfondie de ce système politique, que nous désignons par le nom de centrisme et qui est en contradiction flagrante avec le marxisme révolutionnaire. L'absurde appréciation de la situation allemande lors du Congrès de Wedding du P.C.A. a conduit presque sans aucune résistance sérieuse le P.C.A. à adopter cette politique et à se soumettre à la fraction stalinienne.

tissait à un sentiment de panique (4) — tous repoussent la fondation d'un nouveau parti. Nous partons de ce fait que le P. C. A. n'a pas trahi la classe ouvrière. Les ouvriers allemands savent très bien que le P. C. A. s'est montré incapable d'entraîner le prolétariat au combat, malgré ses efforts désespérés, tandis que le P. S. A. s'est montré capable de mener jusqu'au bout la trahison des ouvriers et la capitulation devant Hitler, jusques et y compris à se solidariser avec Hitler au Reichstag (17 mai). C'est pourquoi les ouvriers socialdémocrates conscients se détournent avec mépris et dégoût de leurs chefs et de leur politique, tandis que le noyau prolétarien du P. C. A., tout en commençant à se dissocier violemment de sa direction, reste fidèle à son parti.

III. — LE ROLE DE LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE DANS LA TRAGEDIE ALLEMANDE

Longtemps avant l'écroulement du mouvement ouvrier allemand, le doute quant à la justesse de la stratégie et de la tactique qu'empruntait le parti russe, principale section de l'I.C., s'était répandu. La catastrophe allemande met au point central aux yeux de toute la classe ouvrière consciente la question de la responsabilité immédiate du parti russe dans les événements d'Allemagne. C'est avec une profonde colère que les ouvriers révolutionnaires ont constaté qu'aucun geste de solidarité avec la classe ouvrière allemande ne s'était fait jour dans la République des Soviets. Aucune manifestation de masse, aucun meeting de protestation dans les usines, aucune mesure contre l'Etat fasciste de la part de l'Etat soviétique ; de tels faits ne donnent-ils pas à penser que Staline voulait la capitulation sans combat du P.C.A. pour éviter des troubles et les complications qui s'en seraient suivies pour sa politique extérieure comme le pensent les adhérents de Trotzki ? Ou plutôt, comme les dirigeants du S.A.P. Walcher, par exemple, le soutiennent depuis longtemps, n'est-ce pas que Staline voulait une victoire du nationalisme extrémiste en Allemagne, et imposa dans cette vue le national bolchevisme au P.C.A., afin d'éviter un bloc franco-allemand qui aurait été fatal pour la Russie ? Les gauches ont combattu avant la catastrophe ces « idées » de marxisme vulgaire, et ils ne les combattent pas moins résolument aujourd'hui. La révolution allemande n'a pas été étranglée par un complot de Staline, ni pour l'un ni pour l'autre but qu'on lui prête.

Toute tentative de critiquer, de ce point de vue la politique de l'I. C. ou des Soviets, conduit inévitablement au marais. Mais il est indéniable que le pouvoir soviétique a failli à sa tâche de la façon la plus funeste en ce qui concerne la situation allemande. Le parti russe n'a pas seulement fortifié le P. C. A. dans sa fautive appréciation de la situation et dans sa fautive politique, mais il lui en a lui-même montré le chemin sur les principales questions. La confusion de la social-démocratie et du fascisme et le refus persistant de front unique émanaient de la direction de l'I.C. qui est entre les mains du parti russe. La création de syndicats indépendants en Allemagne a été recommandée par Losovsky, le protagoniste de l'Internationale syndicale rouge.

Ici, on ne peut plus parler de fautes, mais d'un système radicalement faux (5). Les dirigeants de l'I.C., c'est-à-dire les dirigeants du parti russe, à chaque étape de la crise allemande ont conduit le parti allemand vers la catastrophe. Et maintenant que les résultats de cette politique sont visibles dans toute leur horreur, loin d'apprendre quelque chose de l'expérience, ils exercent au contraire une répression accentuée dans leurs rangs contre ceux qui commencent à douter de la justesse de la politique poursuivie jusqu'ici.

La direction du parti russe n'a pas trahi la révolution allemande, mais elle a depuis longtemps perdu la foi dans la révolution internationale et, en vertu de ce pessimisme, qui s'est développé dans le parti russe depuis la défaite allemande de 1923, elle a tiré des conséquences théoriques et stratégiques de grande portée. Elle concentre son attention et celle de la classe ouvrière russe exclusivement sur les questions russes et répand la lamentable illusion qu'elle réussira, indépendamment du développement et du rapport de forces internationales

entre la bourgeoisie et le prolétariat, à édifier une société socialiste nationale isolée en Russie.

Jamais un médecin convaincu que son malade est perdu sans remède, ne se dira capable de trouver un moyen nouveau de sauver le désespéré. Sans la croyance à la possibilité de sauver le patient jamais les forces intellectuelles qui conduisent à la découverte de nouveaux moyens de sauvetage ne se mettront en mouvement. Se confier à un pareil médecin équivaldrait à se mettre entre les mains du fossoyeur. Or, la révolution qui mûrissait en Allemagne était confiée à des chefs qui tenaient bien pour possibles des situations révolutionnaires, mais qui ne croyaient pas à la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne à l'époque actuelle. Comment une pareille direction aurait-elle pu déployer les capacités créatrices nécessaires pour armer moralement le parti en vue des nécessités révolutionnaires ? Elle croyait que la révolution naîtrait seulement sur le tombeau de la social-démocratie. En réalité la révolution s'approchait en Allemagne sous la forme d'un choc entre fascisme et prolétariat que les communistes, prenant pour point de départ la position de défense, devaient transformer en lutte pour le pouvoir prolétarien.

Le résultat de la direction stalinienne n'est pas funeste pour le prolétariat allemand seulement, mais pour la Russie elle-même. La victoire d'Hitler n'a pas fortifié la position internationale de la Russie, mais l'a grandement affaiblie. Prise entre les tenailles d'un Japon ultra impérialiste à l'est et d'une Allemagne fasciste, la Russie se trouve dans une situation très sérieuse.

Les dirigeants du parti russe ont réagi aux événements d'Allemagne en véritables opportunistes, et non en révolutionnaires, c'est à dire par un appel aux masses ouvrières russes et des protestations publiques ; au contraire, ils se retirent encore davantage de l'arène internationale et croient améliorer leur situation en évitant d'« exciter » le fascisme allemand par des manifestations de solidarité ou d'y perdre leur temps. Sans doute un statisticien ingénieux a déjà calculé combien de millions d'heures de travail coûte une seule action de ce genre, et montré de combien de jours elle retarderait la société socialiste.

IV. — QUE FAIRE ?

La catastrophe allemande pèse lourdement sur le prolétariat international. Espérer que la dictature fasciste s'écroulera prochainement est pure illusion. Les forces qui pourraient traduire en actions révolutionnaires le mécontentement général et croissant des masses, ne sont pas encore mûres. Le prolétariat vaincu est encore en voie de décomposition. Les points extrêmes de la crise du mouvement ouvrier et de l'ascension de la dictature fasciste ne sont pas encore atteints. Les rares luttes dans les usines, les quelques protestations ici et là ne sont que de faibles relents de la bataille perdue, mais non les premiers symptômes d'une activité des masses réveillées. Le nombre des petits bourgeois trahis et déçus qui commencent à se rendre compte du caractère véritable du fascisme, est encore infime. Pour autant qu'ils manifestent leur mécontentement du régime hitlérien, ce n'est pas en se rapprochant de la lutte prolétarienne antifasciste, mais en tant que courant indépendant, romantique et contre-révolutionnaire qui essaye de pousser le fascisme au delà de sa politique réaliste, avouée.

Les révolutionnaires allemands doivent compter avec de longs délais. Cela ne veut pas dire que l'on doit attendre passivement que la situation s'améliore. Pour le travail illégal, elle ne deviendra pas plus favorable, mais plus difficile. La police politique secrète est encore jeune et montre souvent une inexpérience et une ignorance surprenantes. Elle apprend vite et beaucoup. Tous ceux qui attendent des temps meilleurs et reculent maintenant devant le travail illégal le pratiqueront encore moins dans l'avenir.

Une politique de longue vue consiste avant tout à ne pas perdre légèrement les cadres existants pour un simple succès momentané. À ce point de vue, la direction du P. C. A. illégal se conduit d'une façon criminelle. Mais la situation dans le parti illégal se différencie profondément de la période légale. L'autorité de la direction battue est ébranlée. Les meil-

leurs cadres du parti commencent à tirer par eux-mêmes les leçons de la défaite. Ils seront soutenus dans leurs efforts de clarté et de travail révolutionnaire sérieux par les oppositionnels de gauche, qui forment une fraction indépendante qui essaye de développer les ouvriers avancés, dans le parti et hors de lui, surtout dans les usines, par des publications et un travail politique systématique. Ce travail sera affaibli par le départ volontaire des adhérents de Trotsky, car s'ils ne se séparent pas de Trotsky, ils seront obligés de suivre la ligne d'un nouveau parti ; actuellement, la grande majorité de ses cadres s'oppose encore à cette ligne.

Déjà, dans le parti illégal, nombre de ses membres refusent de répandre le matériel politique de sa direction et demandent aux oppositionnels du matériel politique sérieux. La transformation idéologique de la meilleure part du parti illégal s'opère lentement et dans des conditions épouvantablement difficiles.

La reconstruction du parti battu et la transformation idéologique de ses cadres est la tâche essentielle. Elle ne peut être menée à bien que par les cadres de l'aile gauche du parti, dont la plate-forme a été confirmée par les événements, et non par sa direction banqueroutière. Mais la reconstruction du parti révolutionnaire du prolétariat ne suffit pas. Il faut trouver des moyens pour attirer dans la lutte les ouvriers antifascistes qui ne sont pas encore communistes, pour les rassembler, et, par leur expérience, les gagner au communisme. Le groupe des communistes de droite (Brandler, Talheimer) pense — et ils sont en cela pleinement d'accord avec la direction du parti — que des nouveaux syndicats illégaux peuvent remplir cette tâche. Ce n'est pas notre opinion. Sous la domination fasciste qui oblige la classe ouvrière tout entière à s'organiser dans ses syndicats, en Allemagne où 4 millions de syndiqués conscients ont été simplement « étatisés » par le nouveau régime, le mot d'ordre de la droite « refus de cotisation et sortie des syndicats », est une aventure qui ne coûtera que des sacrifices et ne mènera à rien. Le devoir du révolutionnaire est de rester même dans les syndicats fascistes contre révolutionnaires, et d'y rassembler les ouvriers conscients en une aile de lutte de classe illégale qui sera de force, quand la crise de la dictature fasciste éclatera, à faire sauter le joug des syndicats fascistes. D'après l'exemple des hommes de confiance autour desquels les masses révolutionnaires se groupèrent en 1918 dans les usines, il faut instituer de ces hommes de confiance qui constituent l'épine dorsale de la lutte de classe dans les usines, parmi les chômeurs et dans les camps de travail. Ce système des hommes de confiance est l'organe large, qui convient sous la dictature fasciste au prolétariat. Dans la vague montante de la lutte, il peut être le point de départ d'un système de conseils ouvriers.

V. — COMMENT LE PROLETARIAT INTERNATIONAL PEUT-IL AIDER LE PROLETARIAT ALLEMAND ?

Le prolétariat international n'a réagi que très faiblement jusqu'ici. Les grandes organisations étrangères, et ceci s'applique aussi à la France, ne se sont pas encore mobilisées dans des actions de solidarité contre le régime hitlérien. La 2^e Internationale et l'Internationale syndicale d'Amsterdam se sont décidées à soutenir le boycottage des marchandises allemandes, obéissant à l'appel de grandes organisations bourgeoises, juives surtout. Nous tenons cette forme de lutte pour fautive et dangereuse. Elle mène à un front unique avec les bourgeoisies des pays qui, pour des raisons visibles de concurrence, tiennent à éloigner de leurs marchés les marchandises allemandes. En outre, ce qui l'empêche sur le marché mondial, ce n'est pas le sentiment, mais le prix ; et dès l'inauguration du mouvement de boycottage, des plaintes s'élevèrent contre le sabotage du mouvement, même par des capitalistes juifs. Cela peut paraître très triste à des petits-bourgeois nationalistes et honnêtes ; pour des marxistes, cela va de soi. Pour la bourgeoisie, la nation finit où le profit commence.

Ce n'est pas dans un front unique avec les bourgeoisies de ses patries respectives que la classe ouvrière internationale peut

venir en aide au prolétariat allemand persécuté, mais seulement par sa propre lutte de classe. Les dockers d'Anvers et de Barcelone, de Constanza et d'autres ports qui ont refusé de décharger les navires portant la croix gammée, ont suivi la bonne voie. Les actions politiques de masse contre toutes les manifestations du fascisme allemand, contre ses bateaux, contre ses films, contre ses consulats, empêcher toute tentative des nazis de fonder à l'étranger des groupes locaux de son parti de mort, voilà le chemin de la lutte prolétarienne. Actuellement, les frontières allemandes sont le champ de provocations fascistes inouïes. Le prolétariat doit veiller à ce que la lutte prolétarienne antifasciste pénètre au-delà des frontières, jusque sur le territoire allemand. Des démonstrations de masse dans les villes frontières doivent donner la réplique prolétarienne des pays voisins. Si 10.000 prolétaires se rassemblent dans une ville frontière pour manifester leur solidarité aux travailleurs allemands, la nouvelle en pénétrera dans les quartiers ouvriers des villes allemandes malgré l'illégalité et la terreur, à des centaines de kilomètres au-delà des frontières, pour donner aux travailleurs allemands un espoir nouveau et une assurance fortifiée dans leur lutte ardue.

Pour le prolétariat allemand, il y a une route longue et difficile à parcourir encore avant qu'il ne se ressaisisse. Il semble que la grande vague révolutionnaire qui suivit la guerre mondiale et conduisit à la conquête du pouvoir le prolétariat russe, se soit brisée après une série de défaites (Italie 1922, 1923 Allemagne et Bulgarie, 1927 Chine, et 1933 Allemagne), et que le capitalisme peut encore une fois oser une guerre mondiale, puisque le prolétariat ne s'est pas montré capable de jeter bas la société capitaliste ébranlée.

Beaucoup, qui doutent de la révolution, mettent de l'espoir dans la guerre. Ils se grisent à la pensée que la révolution suivrait la guerre si elle ne peut réussir à l'empêcher. L'expérience de 1918 contredit cette illusion. La révolution n'a suivi la guerre et ne s'est montrée victorieuse que là où les forces révolutionnaires étaient déjà rassemblées longtemps avant et pendant la guerre. La Révolution d'Octobre a triomphé en Russie après l'interruption que la guerre avait apportée dans l'essor révolutionnaire de 1912. Mais la révolution en Europe centrale (Allemagne, Autriche, Hongrie et, dans un certain sens Bulgarie et Italie), fut écrasée, et le vainqueur ne fut pas le prolétariat et pas même la démocratie bourgeoise, mais en fin de compte, la contre-révolution capitaliste féodale.

Désespérés que le front unique de lutte ne se soit pas réalisé en Allemagne, de nombreux travailleurs envisagent aujourd'hui une nouvelle unité de la classe ouvrière, l'unité de tous les travailleurs dans un seul grand parti, libéré du crime socialiste et de la dégénérescence communiste. Cette unité n'est possible que dans un parti communiste renouvelé, un parti qui repose sur les mêmes fondements que celui de Rosa Luxemburg et de Liebknecht. Il ne peut être fondé qu'avec le matériel révolutionnaire qui, informe, mais héroïque, se trouve dans les rangs du P. C. A. Entre ceux qui adoptent cette ligne, et ceux qui essayent de fonder un nouveau parti, un troisième parti contre le P. S. A. et contre le P. C. A., il ne peut y avoir d'autre rapport qu'une lutte acharnée.

Que le S.A.P. et les adhérents de Trotski s'unissent en un nouveau parti en Allemagne et fondent une quatrième internationale avec les socialistes indépendants d'Angleterre et d'autres partis ! L'aile gauche du parti communiste d'Allemagne suivra imperturbablement son chemin pour la renaissance de son parti au moyen de la liquidation des forces réactionnaires du P.C.A. responsables de la défaite. C'est à elles que s'appliquent les phrases que Lénine adressait aux siens à l'époque de la plus profonde dépression :

« Nous marchons en petit groupe, nous tenant par la main, le long d'un chemin tranquille qui borde le précipice. Nous sommes entourés d'ennemis de tous côtés, et devons à tout instant avancer sous leur feu. Nous nous sommes unis par une libre décision, justement pour combattre nos ennemis et non tomber dans le marais voisin, dont les habitants nous ont toujours reproché d'avoir formé un groupe à part et d'avoir choisi le chemin de la lutte et non celui de la conciliation. » (Traduit de l'allemand.) Kurt LANDAU.

LIBRES CRITIQUES

DE MARX A HITLER (1)

Ce livre, d'une conception originale, suit l'évolution des rapports entre industriels et salariés depuis le début de la guerre en Allemagne. Pendant toute la période des hostilités, il montre quelle fut l'importance de l'aide des syndicats dans l'organisation de la production de guerre. De cette collaboration, ils tirent quelques avantages mais ils perdent, par leur intégration au système économique régnant, le rôle que leur attribuent les révolutionnaires, d'éducateurs de la classe ouvrière. Lorsque, dans la débauche finale, l'Etat bourgeois tel qu'il existait, croule, les syndicats demeurent les seuls piliers, solides et définis, du régime capitaliste. Cette prépondérance, jointe à l'effacement relatif que subit la social-démocratie durant la dictature militaire, eut pour résultat de faire passer celle-ci entièrement sous leur influence. Alors la révolution est écrasée parce qu'elle menace non seulement la société bourgeoise mais aussi les conquêtes syndicales acquises par une innommable collaboration. La République de Weimar s'érige sur le patronat inchangé, sur les syndicats imbus de leurs qualités de « cellules de la société future ». La social-démocratie au pouvoir, entérine l'état de choses existant et donne l'investiture officielle à toutes les tentatives des syndicats pour aménager le régime par l'intérieur. L'empirisme de ces essais, les sévères réalités devant aboutir à l'inflation, amènent une crise des syndicats et la perte de deux millions de membres. Alors, ils passent de cette politique « socialiste, hardie » à une politique plus « réaliste » : le sort de l'ouvrier dépend de celui de son patron et par conséquent de la capacité de concurrence de l'entreprise. Les syndicats toujours aveugles préconisent la rationalisation et demandent des crédits à l'étranger pour « leur » industrie. Ils vont même jusqu'à considérer que tout monopole capitaliste est une forme de « démocratie économique ». Musat, au contraire, prouve que les trusts allemands sont des organismes purement impérialistes, créant des conditions « artificielles » sur tous les marchés, y compris celui du travail. Finalement la crise détruit les espoirs des industriels et des syndicats.

L'inflation, la rationalisation, la crise ont créé cette masse des mécontents dont on a déjà tant parlé. Le dernier chapitre du livre trace en quelque sorte le développement qu'a suivi la pensée de ces déclassés, les menant à la rencontre de Hitler, à sa victoire : « Hitler a battu Marx. Le spiritualisme naziste s'inscrit en faux contre le matérialisme historique : c'est qu'il est expression d'aspirations profondes ».

Que retiendrons-nous d'un tel livre ?

D'abord, un jugement — qu'il est inutile d'exprimer — sur les syndicats allemands et la social-démocratie tels qu'ils furent et agissent. Mais ce qui est en jeu ce n'est pas seulement syndicats et social-démocratie mais l'ensemble du mou-

vement ouvrier puisque sa majorité s'exprimait par ces organismes, puisque sa minorité révolutionnaire n'a subi que défaites sur défaites. La lutte entre les intérêts prolétaires et les intérêts capitalistes, que les crises successives devaient transformer en lutte de classes mettant en jeu l'existence même des intérêts en question, est demeurée constamment dans le cadre prudent de l'état de choses régnant. Le prolétariat n'a jamais voulu risquer sa position acquise avec les avantages et l'exploitation qu'elle comporte dans un combat à l'issue incertaine pour sa libération totale. En outre, il faut remarquer que le syndicat entraîna et maintint définitivement le parti politique dans son réformisme imbécile. Cependant le syndicat est l'endroit où l'opposition entre patron et ouvriers se montre avec le plus de clarté. Malgré l'aspect déconcertant de ces constatations, nos combats futurs devront savoir tenir compte de telles « expériences ».

Ensuite, nous voudrions mentionner l'étrange « philosophie de l'histoire » qui se dégage de la composition de ce livre. En effet, l'auteur prétend nous amener jusqu'à Hitler chancelier. Or, quel est l'axe sur lequel son œuvre est centrée ? Les rapports (on n'ose dire la lutte) entre la classe ouvrière « agissante », à savoir les appareils des syndicats et de la social-démocratie, et le capitalisme industriel, représentant des « réalités économiques ». Cependant quelle que soit l'importance de ce facteur, on ne peut admettre qu'il soit l'unique déterminant du devenir historique. Aussi, P. Musat est-il obligé d'accumuler dans son dernier chapitre à peu près tout ce que sa très particulière manière de voir lui cache. Enfin, pour notre compte, nous croyons qu'un autre élément aurait pu bouleverser la situation et c'est l'activité propre de la classe ouvrière. L'étude pour être complète devrait donc comporter un examen des tentatives révolutionnaires de Spartacus et de 1923, et devrait montrer comment cette volonté révolutionnaire fut annihilée par l'évolution du parti qui se chargea de la représenter. Le fait que Musat dans son exposé si sérieux et si convaincant ne considère l'élément révolutionnaire que tout-à-fait incidemment montre le peu de rôle qu'il a joué dans l'histoire de l'Allemagne.

Il resterait encore à discuter cette « victoire du spiritualisme naziste », point final de l'œuvre de Musat. Mais, cela dépasse amplement les bornes de notre critique et de nos connaissances.

Marc VIVIER.

FRANÇOIS LE GRIX :
VINGT JOURS CHEZ HITLER

Grasset, éditeur.

Ces « tableaux d'une révolution » nous semblent être d'aimables pastorales, l'auteur n'étant plus horrifié par le sang, mais pas encore prêt à le verser.

M. François le Grix a recueilli un certain nombre de ragots de salon, quelques pages du Baedeker (tome concernant Berlin),

(1) Pierre Musat (Alcan, éditeur).

quelques résonnances de lieux communs sur l'époque Postdam ou la mise en scène Reinhardt et enfin, pour épicer ce plat de choix, quelques mots historiques confiés à lui par de « hautes personnalités ». M. François le Grix dont l'orgueil patriotique est immense considère que les événements du monde entier ne peuvent avoir leur source qu'en France. La France est donc à l'origine de la victoire national-socialiste. La seule question est pour lui de savoir si le déclenchement a été donné par son attitude trop ferme ou par son « briandisme » sans limites. Son opinion personnelle est, du reste, que la cause de tout le mal réside en une maladie inopportune de M. Tardieu.

On ne sait ce qui est le plus troublant : la présomption de l'auteur ou l'audace de l'éditeur.

Marc Vivier.

JACQUES PERDU :
FASCISME ET SOCIALISME
(LA BATAILLE PROLETARIENNE
CONTRE LA GUERRE)

Édité par le « Travailleur » Belfort

Cette brochure est destinée à dégager de la confusion et du vague qui les entourent les points de vue prolétaires sur la guerre. Son utilité apparaît donc tout de suite comme très grande, des idéologies nébuleusement pacifistes s'étant immiscées dans toutes les branches du mouvement ouvrier et la victoire de Hitler achevant de faire perdre la tête au plus avisés.

Dès le début, Jacques Perdu rattache avec beaucoup de clarté l'existence permanente de la guerre à celle du régime capitaliste, la guerre de 1914 ne laissant subsister aucun doute à cet égard. Puis il examine rapidement les différents aspects que revêt ce rapport : préparation physique et morale, alliances, révision des traités, désarmement et pacifisme bourgeois. Cette liaison de la guerre et du régime d'exploitation devient particulièrement évidente dans le cas du fascisme, ce mot englobant la dictature italienne et la dictature allemande. Le fascisme organise rationnellement la nation entière aux fins guerrières : d'abord, par l'unité interne (suppression des « pays », de la lutte de classes, régularisation des rapports religieux, etc.), cette première étape créant les prémisses techniques de l'organisation de guerre : l'état fortement centralisé et autoritaire.

Puis, par la propagande intensive à l'aide de tous les moyens, des idéologies de puissance (nationalisme, racisme, la vie héroïque...).

Enfin, J. Perdu conclut par l'analyse des moyens prolétaires de lutte contre la guerre : l'insuffisance du syndicalisme, la nécessité d'un parti représentant véritablement les intérêts actuels et futurs du prolétariat.

Marc Vivier.

I. NEMIROWSKY :
L'AFFAIRE COURILOFF

Grasset, éditeur.

Il est grand dommage que nous sachions constamment que ce livre est une fiction car il est d'une grande vérité. Nous sommes constamment amenés sur le bord de la conviction, mais cependant, sans être entièrement entraînés.

Il est puéril de vouloir mettre des noms sur les divers personnages. Il apparaît toutefois clairement que Courilloff, sa femme et ses amis de Cour sont d'une réalité plus vivante que les révolutionnaires. On peut donc croire qu'ils ne sont pas de pures constructions psychologiques, qu'ils ont un support historique.

Outre ces qualités littéraires, le livre a une valeur humaine : il montre ce qu'un révolutionnaire assume comme charge morale en se déclarant prêt à exterminer une classe c'est-à-dire des hommes dont les mobiles sont si rarement en rapport direct avec « l'infrastructure économique ».

A. Rudal.

L'Europe occidentale, qui généralement ignore ce qui se passe au Mexique, et n'en a cure, a pourtant, ces dernières années, entendu parler plus d'une fois de ce lointain pays. Elle a entendu la voix solennelle qui venait du Vatican, et d'innombrables articles ont reproduit la réprobation papale contre les « persécutions » dont, paraît-il, les catholiques ont été victimes au Mexique. Il n'a pas manqué de bonnes âmes pour se représenter de nouveaux cirques pleins de corps palpitants, à la romaine, et pour se rappeler de lointaines lectures de « Quo Vadis ». Et tel Français moyen, ne sachant rien de la révolution mexicaine ni de son dernier chef, le général Calles, a pourtant appris son nom comme celui d'un tyran et d'un Néron moderne. Pas une voix ne s'est élevée pour remettre les choses en place, pour protester contre cette publicité scandaleuse, en un mot pour étudier et exposer clairement, dans ses origines comme dans son développement présent, le « conflit religieux ».

Cette expression de « conflit religieux » est due elle-même à la propagande catholique, dont la base a été de présenter mensongèrement les plus récents démêlés de l'Eglise avec le Gouvernement comme une attaque sans précédent à des droits qui auraient été reconnus depuis des siècles, comme une atteinte absolument nouvelle, inouïe et intolérable, à un état de choses qui aurait toujours prévalu. La thèse, explicite ou non, des catholiques est, schématiquement, celle-ci :

1° De tout temps, le peuple mexicain a été profondément religieux, et de tout temps l'Eglise a joui d'une autonomie parfaite et d'un respect sans bornes, tout en répandant à son tour sur le Mexique d'innombrables bienfaits spirituels et matériels.

2° Il a fallu la sanglante série de révolutions commencées en 1910 pour qu'une minorité de fanatiques « bolchevistes » (1), tels qu'Alvares Obregon et Calles, projette d'abaisser l'Eglise CONTRE LA VOLONTE UNANIME DU PEUPLE MEXICAIN, en s'appuyant seulement sur la violence et la tyrannie.

Or, l'examen des faits amène à opposer à ces deux points des constatations entièrement différentes :

1° Pendant les siècles où le Mexique n'a été qu'une colonie espagnole, l'Eglise s'est trouvée sans cesse dans une soumission très étroite à la Couronne et à son représentant au Mexique, le Vice-Roi, dont la politique a combattu le plus possible tout empiètement du clergé, sans pouvoir l'empêcher de construire les bases matérielles de sa puissance. Dans le Mexique libre, à partir du début du XIX^e siècle, l'Eglise s'est rendue indépendante des gouvernements, soutenant des dictatures réactionnaires, fomentant des guerres civiles contre les gouvernements réformateurs, cherchant en un mot à établir une théocratie QUI N'AVAIT PAS EXISTE A L'EPOQUE COLONIALE.

2° Les mesures prises par les gouvernements issus de la Révolution n'ont été rien de plus qu'une nouvelle tentative pour faire appliquer des dispositions dont la plupart dataient DU SIECLE DERNIER ET MEME DES VICE-ROIS, mais que le clergé avait constamment tenues en échec. Seule une question, mais d'énorme importance, peut et doit entraîner plus loin la politique mexicaine : celle de la culture, de la civilisation de l'Indien, ou, comme l'on dit au Mexique, la question de l'« incorporation » de l'Indien. Problème qui oblige à prendre une attitude radicale, à tout céder ou tout refuser.

LA SOUMISSION DE L'EGLISE A LA COURONNE PENDANT LA PERIODE COLONIALE

Les trois siècles de colonie, loin d'avoir été pour l'Eglise un âge d'or, tel que le dépeint actuellement le clergé, l'ont tenue au contraire étroitement soumise au pouvoir des Rois et des Vice-Rois. Cela se comprend d'ailleurs, puisque l'Eglise du Mexique, loin d'avoir été enracinée dans le sol, comme en Europe, avant la formation de royaumes « is-antes, a été importée en Amérique par une de ces royautes, qui tenait à garder tout le pouvoir dans ses nouvelles possessions. Déjà, le premier conquérant, Cortès, soit de sa propre initiative, soit par les conseils qu'il donnait au roi, tendait à ne considérer la religion que comme une force politique, très appréciable comme servante, mais comme servante seulement. Or Sa Majesté Catholique disposait, pour s'assurer la soumission d'un

(1) Les polémistes de droite, au Mexique, traitent leurs adversaires de « communistes » ou « bolchevistes », sans donner de sens précis à ces termes, qui dans leur bouche constituent plutôt des injures qu'une classification politique.

LA QUESTION RELIGIEUSE AU MEXIQUE

par Jean DURIEZ

comme une branche de son administration, avec le droit de servir et rien de plus.

Une disposition particulièrement intéressante des lois royales parce qu'elle a été reprise par la législation moderne et a suscité bien entendu des grincements de dents, est celle qui interdisait à tout prêtre étranger (c'est-à-dire non espagnol) d'exercer son ministère au Mexique. Lorsque le Mexique, de colonie, devint nation indépendante, les prêtres hostiles au nouvel état de choses, et qui se considéraient encore comme Espagnols, s'enfuirent; les autres restèrent, et il fallut bien des années pour que l'immigration des prêtres étrangers obligeât à insister de nouveau sur une loi qui, en fait, n'avait jamais été abrogée.

En résumé, rien d'« ultramontain » dans l'attitude de cette Eglise mexicaine sous les Vice-Rois; aucune velléité, semblait-il, de faire valoir contre les droits du gouvernement civil des droits prétendus plus sacrés et plus saints, ceux du Saint-Siège : et c'est même peu de temps avant l'indépendance qu'un prédicateur déclarera, du haut de la chaire catholique : « Nous devons obéir au Roi avant d'obéir au Pape, quand les ordres du Souverain Pontife sont contraires à la tranquillité et à l'ordre ».

LE REVERS DE LA SOUMISSION

Mais derrière le rideau de la soumission politique, l'Eglise mexicaine édifiait peu à peu sa véritable puissance : puissance basée sur l'accumulation de capitaux énormes entre les mains de prélats ou de communautés religieuses. Ce n'est pas que l'autorité royale n'ait pas, au cours de l'époque coloniale, essayé de freiner le développement de cette richesse. La royauté espagnole a obtenu du Pape le droit de faire recueillir la dime par ses agents, l'Elvise n'en recevant le produit que par l'intermédiaire de l'administration civile, qui en prélevait les 2 neuvièmes. Les prélats doivent faire des inventaires des biens des églises, et aucun religieux ne peut emporter avec lui des biens ecclésiastiques lorsqu'il passe à un autre endroit;

d'ailleurs, en ce qui concerne tous ces biens matériels, la doctrine officielle est bien claire, et statue que l'Eglise doit ses biens à la magnificence et à la religieuse bonne volonté du monarque. A plusieurs reprises, celui-ci s'oppose à l'accumulation des biens territoriaux dans les mains du clergé, et finit même, peu avant l'indépendance, par ordonner une sorte d'expropriation générale de ces biens (1804); de même, il cherche à tarir une des sources les plus importantes de cet afflux de richesses, à savoir les testaments en faveur des confesseurs, de leurs parents ou de leurs églises, testaments qui sont interdits en 1801. Mais, cette fois, la réalité est bien différente de la loi. Les prohibitions royales sont ou violées ou tournées, et l'enrichissement du clergé suit un cours régulier et irrésistible.

Je reviendrai plus loin sur l'exploitation économique de l'Indien par l'Eglise. Il faut dire dès maintenant que, si les dîmes étaient perçues par les agents du roi, une foule d'autres redevances restaient encore à la charge de l'Indien, sous couleur d'aumônes qu'exigeaient non seulement les curés, mais encore les innombrables religieux « réguliers », tels que franciscains, dominicains, augustins, etc. Les maigres récoltes, les rares volailles disparaissaient presque entièrement. Puis, après le fruit du travail, le travail lui-même : de toutes parts l'Indien devait prêter ses bras à l'érection de nouvelles églises et des couvents, monuments dont le plateau central du Mexique fourmille littéralement, et dont l'importance est tout à fait disproportionnée avec celle des villages. En principe, le gouvernement royal et le clergé contribuaient chacun pour un tiers à ces constructions, les Indiens assumant seulement le troisième. Mais en fait, presque tout retombait sur leurs épaules, et notamment tout le travail long et difficile, tout le temps volé aux occupations qui pouvaient les faire vivre.

Ce qui prouve que la population rurale constituait une véritable mine, c'est l'acharnement avec lequel les communautés religieuses se disputaient la domination de telle ou telle région plus prospère. Le village de San Juan Teotihuacan, proche de Mexico, devint ainsi, au XVI^e siècle, l'objet de convoitises rivales. Etablis à San Juan, maîtres de cette vallée fertile, les Franciscains virent avec répugnance, en 1557, la tentative que firent les Augustins pour s'y installer à leur tour. Aussitôt, ils avertissent les Indiens du village que s'ils tolèrent cette installation, leur salut éternel est à jamais compromis. Echauffés par les feux de l'Enfer, les pauvres fanatiques provoquent des incidents d'une violence croissante. L'archevêque et le Vice-Roi interviennent, veulent imposer les nouveaux venus, et alors une véritable révolte éclate, entretenue et financée par les Franciscains, auxquels elle coûte, dit-on, plus de 10.000 pesos. Finalement, leur revint la victoire, et le rétablissement sans conteste de leur domination sur la vallée.

Ainsi, « évangéliser » un village signifiait vivre de ce village, « catéchiser » une région, exploiter cette région : une cure ou un couvent, c'était un capital; d'où les luttes. Il faut d'ailleurs bien distinguer entre les prélats et les communautés, d'une part, et les curés de villages, d'autre part, la fréquente pauvreté des seconds contrastant avec la richesse et le luxe des premiers. Il en fut souvent au Mexique comme dans l'ancienne France, et le curé du village isolé en vint à se détacher du haut clergé dont la vie n'avait plus aucun point commun avec la sienne. Lorsque l'indépendance couvra comme un incendie, et enfin éclata, c'est le curé Hidalgo, dans son village de Dolores, qui leva le premier étendard de guerre contre le pouvoir royal, et c'est lui que le haut clergé excommunia et chassa de l'Eglise (1), jusqu'à ce qu'il tombe fusillé à Chihuahua. D'un autre côté, la misère et l'abandon où les prélats les laissaient, poussaient souvent les curés à se battre plus durement encore sur les Indiens, exigeant notamment des sommes importantes pour les mariages et les enterrements. Alors, l'Indien s'endettait, ou le mort pourrissait sans sépulture; et florissait, faute d'argent pour payer le mariage, le système de l'union libre, qui n'inquiétait pas la conscience ni la religion de ces faux pasteurs ardents à dévorer leurs troupeaux.

J'ai déjà parlé des legs, donations et testaments qui constituaient une importante source de revenus pour les communautés, pour des prélats ou des confesseurs qui utilisaient à des fins pratiques leur autorité morale. Ces legs pouvaient atteindre des chiffres très élevés. On cite le cas d'un certain Lorenzani, qui s'était lui-même enrichi en faisant travailler les Indiens « pour œuvres pies », et qui, en 1651, laissa à

(1) Il va sans dire que la presse catholique mexicaine exalte maintenant chaque jour celui que l'Eglise, alliée au Roi, condamna aux flammes éternelles dans l'autre monde et à la fusillade dans celui-ci.



L'Eglise 800.000 pesos, plus 20.000 pour des messes, 20.000 pour un couvent, plus de nombreux dons aux Jésuites et aux divers ordres de Mexico. Et quant aux donations, elles ne demeureraient pas en arrière, lorsqu'on voit, par exemple, un riche habitant d'Oaxaca dépenser près d'un millions de pesos en cadeaux aux couvents.

La soumission au moins apparente qui était de règle dans la plupart des cas cessait brusquement dès qu'une mesure positive venait frapper le haut clergé dans son intérêt. En 1622, l'archevêque de Mexico, Pérez de la Serna, ayant reçu du vice-roi une vive admonestation pour sa rapacité sans limites, se vengea en l'excommuniant. Le vice-roi en appela au nonce du Pape, qui ordonna à l'archevêque de lever l'excommunication. Pérez de la Serna s'y refusa. En réponse le vice-roi mit l'embargo sur ses rentes. Alors cela devint grave. Une véritable émeute de rues éclata, assiégeant le palais du vice-roi et menaçant d'y mettre le feu. Le vice-roi fit hisser le drapeau royal, mais un Franciscain, énergumène doublé d'un acrobate, monta sur le toit à l'aide d'une échelle et arracha le drapeau. Finalement le vice-roi dut s'enfuir sous un déguisement ; le triomphe demeura au saint archevêque, avec les rentes.

Or, si l'on analyse ce fait, on y voit les deux caractéristiques générales de la situation de l'Eglise à l'époque coloniale.

1° L'Eglise mexicaine apparaît comme une fraction de la chrétienté extrêmement isolée et détachée de Rome, dont les ordres ne lui parviennent que filtrés et contresignés par le pouvoir civil. Et, si par hasard, la décision de la suprême autorité catholique lui est contraire, elle n'hésite pas à la méconnaître.

2° La soumission politique au roi, qui délie presque entièrement l'Eglise mexicaine du Saint-Siège, ne l'empêche pas d'entrer en rébellion, la plupart du temps cachée, mais quelque fois ouverte, contre ce même pouvoir royal, dès que des intérêts matériels sont en jeu. Autrement dit, indifférente à tout ce qui n'est pas la progressive accumulation de ses richesses, installée dans le temporel et s'y trouvant bien, elle s'accorde volontiers d'une soumission de forme qui lui garantit précisément la tranquille possession et l'accroissement possible de sa fortune.

Les premiers temps de la République lui laisseront les coutées plus franches ; elle pourra jouer, plus à l'aise, son jeu de cache-cache entre le Vatican et le pouvoir civil, et il faudra que celui-ci essaie de soumettre véritablement cette puissante Eglise pour qu'elle se souvienne enfin qu'elle a sa tête à Rome et qu'elle se tourne vers le Pape comme elle le fait encore de nos jours. Mimique hypocrite, qui ne peut tromper lorsqu'on connaît les antécédents de la plaignante.

LA GUERRE D'INDEPENDANCE

Lorsqu'en 1810, le curé Hidalgo, dans le village de Dolores qui porte maintenant son nom, lance le cri aussi peu irrégulier que possible de : « Viva México y la Virgen de Guadalupe ! », en soulevant un étendard où se détache la silhouette de cette Vierge de Guadalupe, plus chère au peuple mexicain que Dieu le Père, son supérieur hiérarchique, l'évêque de Michoacan, se hâte de l'excommunier ; et la sentence est reprise par tous ses collègues, ainsi que par l'archevêque de Mexico. L'Inquisition se déclare contre lui. Tout le haut clergé proteste de sa fidélité au roi, et même l'on organise, à Guadalajara, un régiment de « croisés », moines, frères et sacristains, qui, d'ailleurs, évita toujours de paraître sur le champ de bataille. Par contre, le bas clergé suivait, pour une bonne part, le mouvement d'insurrection. Il a déjà été question de l'inégalité criante qui régnait entre les riches prêtres et une importante masse de curés misérables. Pour préciser, il suffira de dire que, tandis qu'un curé de village indien ne percevait souvent que 100 à 150 pesos par an, l'archevêque de Mexico, seulement en rentes ecclésiastiques, en touchait 130.000 ; l'évêque de Puebla, 110.000 ; celui de Guadalajara, 90.000, etc... La lutte où se jetaient ainsi deux fractions adverses du clergé allait durer, avec des hauts et des bas, jusqu'à 1821, où le Mexique est déclaré indépendant. Cette lutte, je n'ai pas à la décrire ; mais ce qui est essentiel, c'est que le haut clergé, vaincu pourtant dans la mesure où il avait été l'allié du vaincu, ressortait en réalité de la guerre avec une puissance accrue, ou plutôt avec la possibilité d'utiliser au maximum la puissance qu'il avait accumulée sous les vice-rois. En effet :

1° Le droit de patronat que possédaient les rois d'Espagne se trouvait aboli au Mexique détaché de ces mêmes rois. Sans doute on essaya de soutenir que le Mexique indépendant héritait du droit des rois ; mais cette fois le clergé exerçait une opposition ardente, et l'ancienne soumission était loin. En fait, le droit de patronat ne fut jamais rétabli, de telle sorte

que l'Eglise, qui avait lutté contre l'Indépendance, CONFISQUA à son profit cette même indépendance. La liberté du Mexique devint la liberté pour l'Eglise de dominer et d'exploiter à sa guise le Mexique.

2° Et ce qui rendait possible cette domination, c'est que l'Eglise, au sortir de ces années de troubles, se trouvait posséder presque toute la richesse nationale. Comme toutes les guerres d'indépendance de l'Amérique, celle du Mexique avait pour but, en libérant la colonie de la métropole, d'en faire une entité économique autonome ; mais, COMME IL N'EXISTAIT PAS AU MEXIQUE DE CLASSE MOYENNE, à laquelle on pût s'adresser pour lui demander des crédits, et que les grosses fortunes laïques n'étaient pas très nombreuses, l'Eglise n'était pas autre chose qu'une « monstrueuse corporation bancaire qui contrôlait le crédit national » (1) et à laquelle il fallait forcément s'adresser pour donner à la nouvelle nation son essor économique.

LES CAPITAUX DE L'EGLISE AU DEBUT DU XIX^e

Il est très difficile de savoir exactement à combien se montait cette richesse ecclésiastique. On l'a appréciée à environ 180 millions de pesos (2), donnant une rente annuelle de 7 millions 500.000 pesos, et cela pour un clergé qui ne comptait pas plus de 3.000 membres, dont un dixième seulement attirait à lui presque tous les revenus. D'autre part, avec le droit du patronat, avait disparu celui de percevoir les dîmes et d'en prélever les 2/9^e pour l'Etat. Par suite, l'Eglise disposait, à chaque récolte, de quantités considérables de céréales, qu'elle stockait et qui lui permettaient d'agir puissamment sur les prix ; en outre, sans plus rien laisser à l'Etat, les prélats et les missions continuaient à en recevoir de fortes sommes : par exemple, en 1832, le budget comporte 24.000 pesos pour les franciscains des Etats du Nord, et diverses autres subventions, soit à des communautés, soit à des prélats. Ainsi, tout le crédit dont la nouvelle nation avait besoin, il lui fallait le demander à l'Eglise, à ce qu'on appelait « les fondos piadosos », les fonds de charité. Et cette charité ne demandait pas mieux que de se déployer, moyennant intérêt ou hypothèque. Non seulement les particuliers, mais même les gouvernements d'Etats ou le gouvernement central, recouraient à ces pieux crédits. Aussi l'évêque de Puebla pouvait-il dire : « Les coffres (de l'Eglise) sont des banques mieux montées que toutes celles qu'on pourrait projeter ».

L'importance de ce système de crédit, surtout de crédit hypothécaire, s'étendant sans cesse et très rapidement sur tout le pays, était d'autant plus grande que les terres constituaient alors, comme aujourd'hui encore, la principale source de production du Mexique. C'était donc sur la base même de tout l'édifice économique mexicain que prenait appui le pouvoir matériel du clergé, une quantité croissante de terres devenant directement ou indirectement sa propriété.

Le clergé comprit si bien à quel point lui convenait le nouvel état de choses que, quatre ans seulement après la proclamation de l'Indépendance, en 1825, il saisit l'occasion de manifester avec éclat sa conviction toute neuve. Le pape Léon XII ayant publié une Encyclique adressée à tous les prélats d'Amérique, où il les exhortait à vanter du haut de la chaire les mérites extraordinaires du roi d'Espagne, Ferdinand VII, déclaré « souverain légitime », l'indignation fut grande au Mexique ; le clergé fut un des corps les plus ardents à exprimer cette indignation, soit en mettant en doute l'authenticité de cette Encyclique, soit en se déclarant purement et simplement contre son contenu. A peine aboli, le Droit de Patronat n'était plus qu'un fantôme odieux, qu'il fallait exorciser à tout prix, même en désavouant hautement le Souverain Pontife.

A partir de ce moment, l'histoire du Mexique, comme celle de la plupart des républiques ibéro-américaines, a pour thème fondamental la lutte de deux tendances ou deux partis : à « gauche », les libéraux (3), décidés à faire du Mexique une

(1) J. Pérez Lugo. Voir bibliographie.

(2) Un observateur impartial, Humboldt, donne le chiffre de 260 millions.

(3) Le parti libéral, à son tour, se divisait en deux fractions tantôt alliées, tantôt adverses : les « modérés » et les « purs », dont Gómez Farias (voir plus loin) fut le représentant le plus illustre. Les « modérés », grands propriétaires pour la plupart, avec des terres hypothéquées au profit du clergé, étaient liés à celui-ci par la sujétion économique. L'unification des libéraux, sans distinction de tendances, fut précisément la grande œuvre de Comonfort.

république bourgeoise démocratique, en réduisant le clergé à son rôle « purement spirituel », c'est-à-dire en lui ôtant le contrôle de ses immenses richesses ; l'objectif des libéraux est donc la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la nationalisation des biens du clergé. A « droite », les conservateurs, ou parti clérical, à qui la forme du gouvernement importe peu, pourvu qu'en fait le Mexique demeure le fief d'une aristocratie cléricale. Quant aux masses populaires mexicaines, aux millions de paysans et de « peones », tout cela se passe encore bien au-dessus d'eux, et ils suivront tantôt un parti, tantôt un autre, bien souvent celui du clergé qui fanatise les sincères et paie cher les autres.

« HAUTS ET BAS » DU CLERGE

Il serait extrêmement long et compliqué de relater en détails toute cette histoire confuse. On distinguera, pour plus de commodité, six phases, correspondant, les unes à des victoires et à la domination du clergé, d'autres à des victoires libérales, d'autres encore à des luttes sanglantes et acharnées entre les deux forces hostiles.

1° Pendant les premières années de l'Indépendance, l'Eglise libre et riche, véritable maîtresse du Mexique, accroît progressivement sa fortune et sa force. Son budget est le plus important du Mexique, plus important que celui de l'Etat, et bien entendu que ceux des gouvernements locaux. Ainsi se produisent simultanément, deux mouvements opposés : la prospérité du clergé croît, celle des Etats et de l'Etat central décroît. D'où l'idée de NATIONALISATION, qui naît naturellement chez un pouvoir civil accablé par des difficultés financières, en face de l'orgueilleuse richesse de cette caste sacerdotale, qui, contrôlant seule la vie économique du pays, concentre entre ses mains l'essentiel de l'autorité. L'idée se manifeste d'abord dans les Etats fédérés, plus pauvres et plus besogneux que le gouvernement central. Dès 1826, dans Durango, puis successivement dans Zacatecas, Mexico, Jalisco, Coahuila, Veracruz, on prit des mesures pour utiliser, en vue de l'intérêt public, les biens cléricaux, généralement en fondant des banques avec ces capitaux. Or, tandis que le clergé, à l'époque coloniale, avait plusieurs fois consenti sans murmurer à contribuer au salut du budget, sous la République, le mot d'ordre est tout contraire : résister jusqu'au bout, mais qu'on ne touche pas à un peso de l'Eglise ! Dès 1829-30, à propos de la fondation d'une banque à Zacatecas avec les « fonds pieux », la protestation fut violente, et plusieurs mémoires furent envoyés au Président de la République, Bustamante, pour lui exposer le caractère pernicieux de la décision prise par la Législature de l'Etat de Zacatecas. On faisait valoir que ces fonds pieux provenaient de la foi et de la bonne volonté des fidèles, et qu'en conséquence, c'était un véritable sacrilège que d'y toucher ; que ces capitaux jouaient un rôle bienfaisant en commanditant une foule d'entreprises (comme si précisément la Banque n'était pas fondée pour remplir ce rôle sous le contrôle de l'Etat) ; enfin l'on insinua que le gouvernement local de Zacatecas allait se trouver doué d'une puissance qui pourrait devenir dangereuse, sans s'apercevoir que l'on reconnaissait, par là-même, à quel point était dangereuse, pour l'Etat, la puissance du clergé. Le tout était enveloppé dans d'innombrables allusions à la justice viciée et aux droits les plus saints foulés aux pieds, dans des plaintes affectées comme celles que l'on entend aujourd'hui. Tels quels, ces documents étaient bien significatifs, car l'Eglise, pour se défendre, en venait à reconnaître explicitement, le monstrueux empire qu'elle avait pris sur le Mexique.

C'est surtout vers 1833 que les choses se gâtèrent. A la Vice-Présidence de la République se trouvait alors Gómez Farias, le chef des « purs », et, ni lui ni son entourage, ne faisaient mystère de leurs projets réformateurs. Une sorte de « séparation » se dessine : on abolit l'obligation pour les autorités civiles, de prêter main-forte aux ecclésiastiques pour faire accomplir des vœux monastiques (ce qui retenait de force dans les couvents une infinité de malheureuses) ; on interdit plusieurs fois aux prédicateurs de traiter des questions politiques. Le 7 novembre 1833, Lorenzo de Zavala présente à la Chambre un projet pour le règlement de la dette publique, qui engage le Gouvernement libéral dans le chemin tracé par les législatures locales.

2° C'est alors que commence la deuxième phase, période de rébellion cléricale, tantôt ouverte et déchaînée, tantôt dissimulée, mais renaissant toujours comme un incendie. La révolution armée, avec l'appui de pauvres Indiens fanatiques, de bandes payées, de « modérés » tenus en laisse par leurs hypothèques, devient le moyen d'action ordinaire de l'Eglise mexicaine. Les thèmes principaux de cette révolte étaient

toujours les mêmes : réintégration du clergé dans tous ses droits là où ils avaient souffert ; statu quo partout ailleurs ; enfin substitution au système fédéral d'un système centraliste, car le clergé avait appris à ses dépens que les pouvoirs d'Etats savaient se montrer souvent plus radicaux que le pouvoir central. Au cours de ces années de lutte, les gouvernements se font et se défont, apparaissent et disparaissent comme dans une tempête, selon les succès des deux partis. Tantôt un libéral, tantôt un clérical s'impose, et l'on voit à la tête de deux gouvernements éphémères, le général clérical Santa-Anna, qui sera plus tard l'homme de paille de la théocratie mexicaine. Le point culminant de la rébellion se place dans les années de 1846-47, lorsque le Mexique est envahi par les armées des Etats-Unis, au cours d'une guerre impérialiste qui va lui coûter plus de la moitié de son territoire. Les frais de guerre sont naturellement énormes. Le gouvernement libéral s'adresse alors au clergé en lui demandant sa garantie, puis en vendant ou hypothéquant une partie de ses biens. Gómez Farias occupe de nouveau la Vice-Présidence. Deux millions de pesos en novembre 46, quinze millions en janvier 47 sont exigés de l'Eglise, qui répond par des émeutes et des soulèvements armés. D'ailleurs la loi de janvier est abolie dès le mois de mars, par Santa-Anna. Ainsi, pendant toute cette période, l'attachement forcené du clergé à ses biens est tel, que le plus formidable des dangers extérieurs ne l'apaise pas. Les milieux ecclésiastiques ne s'estiment satisfaits que lorsqu'ils ont réussi à placer à la tête du Mexique leur homme, précisément le général Santa-Anna.

THEOCRATIE

3° En 53, Santa Anna, de nouveau à la Présidence, le clergé respire et se croit maître du Mexique pour toujours. On n'a jamais bien su si le général comprenait ou non le rôle qu'on lui faisait jouer : en tout cas, il le jouait en conscience. Du palais présidentiel de Tacubaya sortaient d'innombrables décrets, qui commençaient invariablement par l'exposé, long de plusieurs lignes, des titres du glorieux général : « Antonio López de Santa-Anna, qui a bien mérité de la Patrie, général de division, grand maître de l'ordre national et illustre de Guadalupe, grand-croix de l'ordre de Charles III, etc... ». On augmentait l'armée, on créait une police secrète. La liberté de la Presse périssait sous les amendes, les peines de prison et la nécessité du cautionnement préalable. Des conseils de guerre jugeaient sommairement et faisaient fusiller les ennemis du régime.

Dans le domaine plus spécialement ecclésiastique, on voit abolir toutes les mesures prises précédemment par Gómez Farias et les « purs ». Tous les ordres religieux, y compris les Jésuites supprimés en 1820, encore sous la royauté, rétablissent déjà par Santa-Anna, en 43, dans les Etats du Nord, et en 53 sans aucune restriction, sont réintégrés dans leurs privilèges. Les autorités civiles reconnaissent de nouveau l'inhumaine obligation de faire accomplir de force les vœux monastiques (1).

Le Mexique prend alors la physionomie de ce que l'Eglise a toujours rêvé d'en faire : une vaste prison-église, où le clergé, dont le gouvernement suit les ordres, règne moitié par le fanatisme et moitié par la terreur, dans les fumées mêlées de l'encens et de la poudre. Enfin se réalise, parfaite, la forme de société que n'avait pas réalisée l'époque coloniale : une théocratie.

Et cette théocratie, fait à noter, ne dépend que d'elle-même. Elle n'a pas sa tête à Rome, mais à Mexico. Sans doute, depuis 53, négociait-on un Concordat avec le Vatican, mais l'Eglise mexicaine entendait bien demeurer avec le Pape dans les mêmes rapports que par le passé, c'est-à-dire ne lui devoir qu'une obéissance de forme. Il va sans dire que, de son côté, le Vatican voyait d'un très bon œil le gouvernement Santa-Anna, et se trouvait disposé à laisser passer bien des choses.

Cependant le clergé n'était pas encore tranquille. Un gouvernement républicain ne fût-ce que d'apparence, ne donne pas de garanties pour l'avenir en ce qui concerne son orientation politique. La seule garantie véritable, c'est une monarchie. D'où l'idée de restauration monarchique. Dès 1854, on a vent, à Madrid, de négociations avec la maison des Bourbons. Mais éclate (55) la révolution libérale, à Ayutla ; à Santa-Anna succède Comonfort.

(à suivre.)

JEAN DURIEZ.

(1) Cette disposition moyennageuse sera abolie de nouveau et définitivement par Comonfort (avril 56).

TRIBUNE DE DISCUSSION

Le Congrès du Parti Socialiste

Pour la première fois depuis la scission de Tours, le Parti socialiste, sous la pression des fédérations à prédominance ouvrière, dressées, autant par hostilité propre que par la campagne des leaders de la tendance de gauche, contre la politique de la majorité du groupe parlementaire, a laissé éclater les contradictions qui le minent. La lutte contre la majorité du groupe, et plus particulièrement contre quelques-uns de ses chefs les plus représentatifs, a momentanément servi d'exutoire à la protestation latente qui couvait depuis longtemps, dans les milieux ouvriers du parti et parmi les jeunes, contre la politique de collaboration gouvernementale qui fut et qui reste, avant et après le Congrès, la politique du parti socialiste.

L'ESSOR DU PARTI SOCIALISTE

Réduit au lendemain de la scission de Tours à un parti qui ne gardait une certaine importance numérique que par le nombre d'élus qui lui était resté et les « classes moyennes » qui l'avaient suivi, le Parti socialiste, malgré l'amertume que son attitude pendant la guerre avait laissée dans la classe ouvrière, malgré la désaffection que sa politique d'abdication et de reniements lui avait valu de la part des travailleurs les plus éclairés, a lentement remonté le courant au point de devenir, en 1933, un parti de 130.000 membres.

Le Parti socialiste a largement bénéficié en France de l'affaiblissement continu du Parti communiste qui, depuis 1923, n'a cessé de s'effriter sous le poids des fautes politiques renouvelées de ses directions successives. Beaucoup d'éléments ouvriers sont ainsi revenus au Parti socialiste, et il n'est pas douteux qu'en ces dernières années, il a reçu l'appoint non négligeable d'une jeunesse active, désireuse de trouver dans ce Parti ce qu'elle ne trouvait dans aucun autre. La base du Parti en a été sérieusement modifiée, et le heurt entre les aspirations politiques des éléments appartenant, d'une part, à la classe ouvrière et, d'autre part, aux « classes moyennes », c'est-à-dire à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, s'est vu précipité.

Se défendant de vouloir être un parti d'opposition systématique, le Parti socialiste coopère depuis longtemps avec les gouvernements plus ou moins de gauche, chargés de présider aux destinées de la III^e République. A ce titre, le Parti socialiste s'est solidement intégré dans les rouages du régime. Et si, de temps à autre, l'on voit à ce propos, renaître certaines divergences entre la tendance de droite et la tendance de gauche, le désaccord ne porte pas sur les principes de cette coopération, mais sur les limites que l'intérêt du Parti, obligé de compter avec la masse ouvrière qui vote, prescrit de lui donner.

S'appuyant dans une très large mesure sur les « classes moyennes », c'est-à-dire sur des couches sociales étrangères à la classe ouvrière, le Parti socialiste est amené de plus en plus à rechercher la satisfaction des revendications de cette petite bourgeoisie dans les cadres mêmes du régime capitaliste, puisque la Société socialiste — qui prévoit la disparition de ces couches sociales — ne pourra pas les maintenir dans leurs conditions actuelles. Or, les intérêts des « classes moyennes » s'opposent fréquemment aux intérêts ouvriers, ceux-là sont généralement méconnus ou sacrifiés.

D'autre part, les « classes moyennes » étant liées par leur propre nature au système capitaliste, toute crise de celui-ci — et à plus forte raison l'effroyable crise qu'il traverse en ce moment — a ses répercussions dans les partis qui assument la défense des intérêts de ces classes.

BILAN DE L'ACTION PARLEMENTAIRE

Pour donner un contenu vivant à ce qui précède, il suffit de se reporter aux déclarations que firent devant le Congrès, des orateurs en vue des deux principales tendances. Présentant le

rapport du groupe parlementaire, Déat énumère les résultats obtenus par la politique de soutien.

« ...Mesures en faveur des chômeurs d'abord; retraite augmentée pour les mineurs; réintégration des cheminots révoqués; loi des assurances sociales maintenue... Nulle sanction contre les fonctionnaires pour leur mouvement de grève... »

Voilà pour la classe ouvrière. Voyons maintenant ce qui a été obtenu pour les « classes moyennes ».

« ...Vote de la loi sur la propriété commerciale, sur les baux, etc., pour les petits commerçants; pour les paysans, votes de la loi sur le blé, du statut de la viticulture... »

Dans ce tableau, qui d'ailleurs fait triste figure, on chercherait vainement un résultat vraiment positif pour la classe ouvrière.

Jules Moch d'abord, d'autres ensuite jugeront en termes définitifs le fruit du soutien gouvernemental.

« ... Nous avons trop donné pour ce que nous avons reçu, déclare Moch. Il faut que cela cesse. Le plus clair de nos gains n'est que négatif... On nous a fait voter des trompe-l'œil »

Jules Moch a seulement oublié de suggérer un moyen de faire « cesser cela » Son témoignage n'en garde pas moins toute sa valeur.

Ajoutons-y la déclaration du délégué Seret, reprise ensuite et appuyée par Marquet :

« La taxe sur le blé même a servi aux gros cultivateurs qui avaient stocké leurs récoltes et lésé les consommateurs ouvriers. »

Mais revenons au rapport de Déat :

« En politique extérieure, dit-il, accord entre les directives qui président à l'action du gouvernement et les principes du socialisme. »

Et il ajoutera aussitôt après :

« On n'a pas le droit de proclamer que ce bilan est un bilan de faillite. »

Cela se passe de commentaires!

CRISE DE REGIME, CRISE DU PARTI

Renaudel, Grumbach, Déat établirent ensuite tour à tour le rapport qu'il y a entre la crise du Parti socialiste et la crise capitaliste.

« Notre crise, dit Renaudel, elle est concomitante, elle est parallèle avec la crise capitaliste elle-même... »

Et Déat aura cette parole qui est le plus bel aveu de la faillite qu'a subie le socialisme gouvernemental :

« Il y a une crise du capitalisme international, et une crise du socialisme international parce qu'il y a une crise du capitalisme international. »

Ainsi, au moment où le capitalisme se débat dans les contradictions insolubles que les fondateurs du socialisme scientifique avaient prévues avec une clairvoyance géniale, au moment où le capitalisme « épuise ses dernières possibilités » et tente de vaincre la crise qui l'étreint en abandonnant les moyens classiques de direction économique pour recourir à des formes intermédiaires empruntées dans une certaine mesure au socialisme, des réformistes de l'autorité de Déat et de Renaudel doivent avouer que leur parti est frappé par la même crise et atteint de la même impuissance que le capitalisme.

Il ne pouvait en être autrement dès l'instant que le Parti socialiste, délaissant la lutte de classe intransigeante pour coopérer à la gestion de l'Etat capitaliste, troqua la poursuite des buts essentiels du socialisme contre la recherche de minuscules réformes dans les cadres du régime que le socialisme a pour mission de détruire.

TENDANCE DE DROITE
ET TENDANCE DE GAUCHE

— Mais, dira-t-on, pourquoi mettez-vous en avant les déclarations des leaders de la tendance de droite? Oubliez-vous qu'elle est dans le Parti la minorité?

La vérité est qu'entre la majorité et la minorité, le différend n'est pas d'ordre politique, mais d'ordre tactique.

Entre le soutien à l'éclipse de Léon Blum et le soutien assuré de Renaudel, il semble bien qu'il n'y ait que la distance d'une meilleure posture électorale.

La majorité du groupe dirigé par la droite a voté le budget. Ce faisant, elle a, paraît-il, enfreint la motion du Congrès d'Avignon dont le plus clair est d'être essentiellement vague. Mais le propre d'un leader socialiste de gauche serait-il de savoir s'orienter dans les obscurités voulues et dans les ambiguïtés nécessaires à une politique de « trompe-l'œil »?

A ce sujet, Lebas, qui n'est pas de la droite, tant s'en faut, a néanmoins laissé pointer le bout de l'oreille.

On sait que le groupe parlementaire socialiste a voté le budget pour éviter que le gouvernement Daladier ne soit renversé par les partis de droite.

Or, voici les déclarations de Lebas telles qu'elles sont rapportées dans le compte rendu du Populaire :

« A l'affirmation de Déat que le gouvernement aurait été renversé par le scrutin proclamé en séance sur le vote de l'ensemble du budget, Lebas rétorque qu'il n'en aurait pas été ainsi, car il aurait été procédé à l'opération du pointage, le budget aurait donc été voté et le gouvernement n'aurait pas été renversé. »

« ...Le groupe parlementaire pouvait, sans aucune crainte (souligné par nous) remplir le devoir que lui avait donné le Congrès d'Avignon. »

Ainsi, d'après Lebas, le groupe pouvait, sans crainte de voir le gouvernement renversé, s'offrir le luxe de voter rituellement contre le budget.

Et c'est parce que ce rite, sans conséquence au point de vue de la politique intérieure, mais éminemment avantageux au point de vue électoral n'a pas été observé que la majorité du groupe parlementaire a été traduite à la barre.

Mais, dira Renaudel, « en 1914, le 4 août, le parti socialiste tout entier a voté les crédits de guerre et il les a votés encore après la guerre ».

Quelle que soit l'hostilité que l'on peut nourrir à l'égard de cette politique de trahison des intérêts de classe à laquelle on aboutit dès l'instant que l'on se place sur le terrain de la défense de la démocratie bourgeoise et de l'intérêt général, il faut quand même accorder à Renaudel et à Déat le mérite de la logique et de la franchise.

Comprenant que leur parti, à l'instar de l'ancien Parti social-démocrate allemand, du Parti ouvrier belge, des Partis social-démocrates suédois et danois, du Labour Party, etc., a, par sa politique fondamentale comme par la nature du gros de ses effectifs, tourné le dos depuis longtemps à la révolution, il déclare :

« Je n'ai pas peur de demander la révision de cette Charte (la Charte d'Amsterdam) et cela sur deux points. D'abord sur la possibilité de participer à un gouvernement de coalition... puis sur le vote du budget, même s'il contient les crédits militaires. »

C'est net. Voyons ce que Léon Blum répondra à Renaudel :

« Jamais, dit Blum, le Parti n'a opposé à la participation

Si la social-démocratie allemande avait gardé son intransigeance, si elle n'avait pas compris qu'il est des heures où l'opportunisme s'impose, où serait la République allemande et où serait la Paix ?

B. MONTAGNON (1929)

« Gerbe d'idées économiques et sociales ! »

ministérielle des raisons d'ordre doctrinal. Il s'est toujours fondé sur la balance des avantages et des inconvénients... »

Donc, sur le principe de la participation, pas de désaccord. Mais simple question d'opportunité.

En ce qui concerne le vote des crédits militaires, Blum fera également des déclarations qui montrent que là encore le principe de la défense nationale n'est pas en question.

« Jamais, dit Blum, je ne reconnaîtrai que le concept de la défense nationale est inconcevable en régime capitaliste. »

Seulement, il y a l'opinion étrangère qu'il ne faut pas effrayer en faisant la démonstration que, même en temps de paix, le Parti socialiste n'hésite pas à voter les crédits militaires.

« Revenir, dit Blum, en ce qui concerne les crédits militaires, sur notre règle, sur nos traditions, ce serait l'acte le plus dangereux pour la paix que nous puissions commettre. Vous ne pourriez empêcher que l'opinion européenne attache à ce revirement une signification dangereuse... »

On le voit, même sur ce point essentiel, il n'y a entre Renaudel et Léon Blum aucune divergence de principe. Le désaccord est essentiellement d'ordre tactique.

Alors, on peut se demander pourquoi la direction du Parti a ameuté pendant des semaines les fédérations contre la majorité du groupe parlementaire et plus particulièrement contre la droite qui, dans des circonstances qui lui ont paru opportunes, a voté les crédits militaires et l'ensemble du budget.

N'y aurait-il pas à l'origine de tout ce tintamarre une bonne part de raisons d'ordre personnel et le désir de quelques chefs de voir l'autorité qu'ils ont perdue dans le groupe parlementaire réhabilitée par un congrès du Parti ?

« BARRER LA ROUTE A LA REACTION »

Ce qui transpire à travers les déclarations des différents délégués, c'est la crainte bien compréhensible de voir les partis de droite revenir au pouvoir. Les chefs du Parti savent qu'il n'y a aucune chance pour que le Parti socialiste soit appelé bientôt à exercer le pouvoir en France. Les grandes forces économiques et financières qui, quels que soient les gouvernements en exercice, sont les véritables dirigeants du pays, ont encore à leur disposition un personnel politique relativement intact et des moyens de l'imposer contre lesquels le Parti socialiste est pour ainsi dire impuissant.

En d'autres termes, la bourgeoisie est en France suffisamment sûre de sa force pour qu'elle ait besoin de faire appel au concours du Parti socialiste et de lui confier momentanément le pouvoir. Si des chefs radicaux ne verraient pas d'un mauvais œil l'entrée au gouvernement de quelques socialistes, afin de leur faire partager certaines responsabilités qui, forcément, auraient leur contre-coup électoral, nul ne songe en ce moment à remettre au Parti socialiste l'ensemble des leviers de commande du pouvoir d'Etat. C'est tout au plus comme élément d'appoint que la participation des socialistes au gouvernement doit être envisagée.

Or, par sa force électorale, autant que par son programme, le Parti socialiste peut parfaitement s'intégrer dans une majorité des partis bourgeois de gauche et, sur le terrain parlementaire, « barrer la route à la réaction ». Dans les circonstances actuelles, on peut dire que là se borne son « rôle historique ».

Les déclarations de Vincent Auriol, de Paul Faure, de Marquet, quoique différentes, montrent que le Parti socialiste n'ose pas même envisager la résistance à la réaction autrement que par les moyens constitutionnels.

« La situation est difficile, dira Vincent Auriol. Notre Parti doit s'employer à barrer la route à la réaction qui, si elle arrivait au pouvoir, pourrait, alarmée par notre puissance, être conduite à des excès ».

Et conscient de l'impuissance de son parti à livrer toute bataille autrement que sur le terrain parlementaire, Vincent Auriol ajoute :

« Si demain, un gouvernement fasciste ou réactionnaire est au pouvoir, au hasard d'une majorité, où sera notre résistance, où sont nos gardes, nos milices ouvrières ? »

Voilà la classe ouvrière prévenue. Il est vrai qu'après la démonstration que lui a fournie la social-démocratie allemande — tout comme d'ailleurs la direction du Parti communiste allemand — elle aurait tort de compter autrement que sur elle-même pour se défendre contre les forces de réaction déchainées le jour où la bourgeoisie jugera que les formes démocratiques de gouvernement ne répondent plus aux nécessités de sa domination.

Et ce jour peut ne pas être loin...

LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Toute la préparation du congrès avait tourné, dans les fédérations, autour de l'indiscipline du groupe parlementaire. D'aucuns entrevoyaient déjà la scission ou l'exclusion d'un certain nombre de députés de droite.

Mais dès que le débat fut abordé, les orateurs de droite et plus particulièrement Marcel Déat, n'eurent pas de peine à démontrer que les délégués n'avaient pas à trancher un problème disciplinaire, mais un problème politique.

« Le moment est venu de parler clair, dira Déat. Le débat est politique, la réponse devra être politique. »

A partir de ce moment, la minorité avait la partie belle.

Successivement, Marcel Déat, Montagnon, Marquet, Renaudel vinrent défendre la politique du groupe parlementaire et se lancer dans une apologie du socialisme gouvernemental.

Marquet revendiqua même pour le Parti socialiste l'ambition d'apparaître au milieu de la crise capitaliste comme un élément d'ordre et d'autorité.

Léon Blum qui, à l'occasion, ne dédaigne pas les petits effets, se déclara « épouvanté ».

En réalité, les discours des orateurs minoritaires produisirent sur le congrès un effet certain. Aux questions politiques précises qui leur étaient posées et que nous avons examinées plus haut, les orateurs de gauche répondirent par leur accord de principe ou par leur mutisme.

Seul Paul Faure opposa à l'apologie de l'action réformiste dans les cadres de la démocratie bourgeoise des solutions à terminologie révolutionnaire.

« Présentons à l'opinion publique, s'exclama-t-il, l'idée toute fraîche, toute jeune de la socialisation des grands moyens de production. »

Auparavant, il avait lancé à la minorité :

« Vous êtes des réformistes sans réformes ! »

Ce qui lui valut cette réponse de Grumbach :

« Et vous, des révolutionnaires sans révolution. »

En entendant cet échange de vérités le congrès a dû se sentir ramené à la vraie notion des choses.

En deux mots bien sentis, Paul Faure et Grumbach venaient de tirer la conclusion des débats passionnés qui, avant et pendant le congrès, défrayèrent la chronique.

LE BLAME

Ayant systématiquement évité le débat politique, la tendance de gauche voulut quand même affirmer sa victoire. Elle se rabattit sur une motion de blâme contre la majorité du groupe parlementaire, motion qui fut votée à une écrasante majorité.

La droite, par la bouche de Renaudel, s'empressa de déclarer qu'elle repoussait ce blâme et qu'elle persisterait dans sa politique.

Ce défi, les chefs de la gauche se gardèrent bien de le relever.

En terminant l'exposé que nous venons de faire des débats qui se sont déroulés au congrès du Parti socialiste, nous nous reprocherions de ne pas reproduire les paroles de clôture de Paul Faure. Ces déclarations montrent combien les divergences de principe pèsent peu dans la querelle qui oppose les chefs socialistes les uns aux autres.

S'adressant aux chefs de la tendance de droite, Paul Faure s'écria :

« La C. A. P. ? Ce qu'elle veut ? Elle vous convie au travail, à la propagande... Elle est prête à tout oublier et complètement. Demain, si vous le voulez, il peut ne plus y avoir dans

ce Parti ni majorité, ni centre, ni droite ! Elle vous appelle au combat en commun, pour le succès d'un grand programme d'action. Demain, si vous le voulez, nous pouvons paraître aux mêmes tribunes, aller dans toutes les villes... défendre notre doctrine... »

« Au nom de la majorité, je vous tends les mains de l'amitié et de la solidarité. »

Nous serions curieux de savoir, après ce coup d'éponge sur les prétendus désaccords avec la tendance de droite, ce qu'aura pu penser le militant du rang qui, dans le Parti socialiste, avait pris tout d'abord au sérieux et même au tragique cette querelle de chefs.

CONCLUSION

Après comme avant le congrès, le Parti socialiste reste lui-même : un parti de « classes moyennes » ayant encore derrière elles une fraction importante de la classe ouvrière. Ce parti continue à se revendiquer de l'idéologie socialiste, mais chaque jour il la plie aux nécessités de son action parlementaire qui l'intègre sans cesse davantage dans la démocratie bourgeoise au point de la lier à elle indissolublement.

Toute pression de la base ouvrière du Parti qui tend à le faire revenir sur le terrain de la lutte de classe et de l'opposition irréductible au régime se heurte à une situation de fait que le Parti ne pourrait modifier sans se briser en morceaux. Toute tentative des chefs dits de gauche — qui cherchent à canaliser la protestation des ouvriers révolutionnaires — pour replacer le Parti dans un équilibre qui lui permettrait de maintenir l'équivoque actuelle se liquéfie en paroles déclamatoires qui, au fond, ne changent rien à la politique fondamentale et à la véritable nature du Parti socialiste.

Tiraillé entre les classes moyennes qui le poussent à la collaboration gouvernementale et les ouvriers révolutionnaires qui, soutenus par la jeunesse, aspirent à lui voir reprendre la virilité que Guesde avait su donner jadis au mouvement révolutionnaire, le Parti socialiste est condamné à une dislocation inévitable.

Ses éléments révolutionnaires ayant acquis les connaissances théoriques nécessaires et fait l'expérience de leur impuissance à replacer leur parti dans la voie des meilleures traditions du mouvement ouvrier international et du mouvement ouvrier français, auront à cœur de venir s'associer à ceux qui, malgré l'affaissement moral et les revers du mouvement révolutionnaire d'Europe occidentale, ne désespèrent pas de tirer de la sujétion et de la défaite et de rendre aux travailleurs le sentiment de leur force et la conscience de la grandeur de leur cause.

MARCEL BODY.

ABONNEZ VOUS PROFITEZ DE NOS PRIMES

Chaque abonné peut choisir un des livres suivants :

Le Matérialisme Militant : PLEKHANOV.

Ludwig Feuerbach : ENGELS.

Les hommes du 1905 russe : MICHEL MATVEEV.

Ça, c'est du cinéma : GEORGES ALTMAN.

Le Nuage dans le pantalon : WLADIMIR MAIA-KOWSKI.

La Ruelle de Moscou : ILYA EHRENBURG.

Lenine à Paris : ALINE.

Copains : CHPILEWSKI.

Paradis américain : EGON ERWIN KISCH.

Le Rosier : HERMYNIA ZUR MULHEN.

Un Notaire Espagnol en Russie : DIEGO HIDALGO.

Citroën, Magnat de l'Industrie Automobile

Citroën, capitaine d'industrie, richissime de la dernière guerre est connu dans les parties du monde, du centre de l'Afrique au Thibet, d'Amérique en Australie. Les voitures à doubles chevrons sillonnent les routes, ses auto-chenilles traversent les déserts, pénètrent dans les forêts exotiques, franchissent les montagnes. Le monde entier connaît le Seigneur de Saint-Ouen et de Javel.

Pour le monde du travail, Citroën, en tant qu'individu, offre peu d'intérêt. Il n'en est pas de même de la structure de son entreprise. Voyons comment fonctionnent les différents services de ses usines, de quelle manière ils sont reliés entre eux ; étudions objectivement les armes qu'il forge lui-même à son prolétariat, ce prolétariat de la métallurgie qui devrait être l'élite du mouvement ouvrier syndical fouillant le passé pour préparer les luttes de demain. Donnons quand même une courte biographie du personnage, ne serait-ce que pour dissiper les légendes qui entourent son nom.

Citroën est issu de la petite bourgeoisie. Né à Paris en 1878, il entre à Polytechnique en 1898. A la sortie de cette école, il installe avec un petit capital, un atelier de mécanique et se spécialise dans les engrenages. Le personnel ne se composait alors que de 10 ouvriers et d'un dessinateur. Citroën se charge de remplir les autres postes.

En 1905, il prend un brevet pour ses engrenages à double chevrons, ses affaires se développent, son chiffre d'affaire accuse pour l'année 1905, 150.000 francs.

Des usines sont montées à Moscou pour la fabrication d'engrenages. Il passe un contrat avec les usines Skoda pour l'exploitation de son brevet en Autriche.

En 1908, Citroën prend la direction des automobiles Mors, tout en conservant ses ateliers d'engrenages. Sous son impulsion, la production annuelle passe de 125 voitures à 1.200.

La guerre éclate. Comme tous les anciens polytechniciens, Citroën part au grade de lieutenant d'artillerie. Pas pour longtemps. Rappelé à l'arrière, il organise les secteurs postaux du front et réorganise de fond en comble l'arsenal de Roanne. Ses usines sont transformées pour la fabrication d'engins de mort. Citroën a trouvé sa voie. Il sera pendant toute la guerre : marchand d'obus.

La guerre finie, le monde entier, principalement l'Europe manque d'automobiles. Citroën, qui connaît déjà la partie, va construire la voiture en grande série à des prix abordables pour l'homme moyen.

Citroën a besoin d'argent. Il s'adresse aux banques. Et le voici les mains liées. La raison sociale change et devient : Société anonyme des anciens établissements Citroën.

Voilà pour l'homme. Regardons maintenant ce qui nous intéresse :

L'ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

Il est assez difficile de connaître le mécanisme de l'ensemble des services et les méthodes d'organisation du travail vu l'ampleur de l'entreprise.

Il semble toutefois que la firme est organisée de la manière suivante :

Bureau de la direction centrale, ayant sous sa direction les services ci-après :

Bureau des études : Il établit les projets, les plans, la liste des pièces, son rôle est extrêmement important.

Services des ateliers : Réalise les plans du bureau d'études, il a sous ses ordres l'ingénieur-chef du service des essais, les différents chefs d'ateliers, contre-maitres, chefs d'équipes, main-d'œuvre qualifiée ou non.

Le service des ateliers comprend trois sections :

a) La section de chimie chargée de l'analyse des matériaux rentrant dans la fabrication ;

b) La section de physique chargée de contrôler les matériaux en cours de transformation ;

c) La section des ateliers chargée de rechercher les moyens pour réduire les temps de fabrication.

Les autres services sont :

1° Comptabilité générale ;

2° Magasins. Ceux-ci demandent une organisation et un contrôle méticuleux ;

3° Bureaux d'achats et de ventes ;

4° Propagande ou publicité ;

5° Service de la police privée de l'usine.

Examinons quelques services des établissements Citroën. En premier lieu : la publicité. Pour vendre un produit, il faut le faire connaître au public. Citroën est passé maître en la matière, il imite peu, mais il innove et découvre de nouvelles méthodes.

La publicité par avion est un modèle du genre ; ensuite, viennent les affiches, les signalisations sur les routes, les caravanes d'autos qui vont de bourgades en bourgades, montrer aux petits propriétaires terriens l'utilité des voitures Citroën.

Dans tous les grands quotidiens, la page Citroën fait connaître à tous la fabrication Citroën. La Tour Eiffel transformée en panneau-réclame de trois cents mètres de haut, les panneaux lumineux sur les grands boulevards ; le film de la croisière noire, relatant l'expédition qui traversa le Sahara et pénétra au cœur de l'Afrique, voilà de la publicité moderne qui frappe l'imagination.

Le service de prospection, lui, est chargé de rechercher les clients futurs.

Les prospecteurs parcourent le pays, se renseignent sur les moyens financiers de la petite bourgeoisie : commerçants, médecins, fermiers, industriels. Ils font leurs rapports et tiennent des fiches :

1° Client possible avant six mois ;

2° Avant un an.

Jusqu'au moment de l'achat de la voiture, le client est harcelé par la publicité Citroën.

La voiture achetée, la filière continue ; le prospecteur ne s'occupe plus du client, un réseau d'agents, de sous-agents stockistes l'enserme dans un cercle amical. (Déclaration de Baudry de Saulnier, publiciste de la maison Citroën.)

Les frais de douanes étant très élevés pour le transport en transit d'un point à un autre, des usines furent créées à Slough (Angleterre), à Milan, à Bruxelles, à Cologne, à Varsovie.

Des compagnies de taxis Citroën ont été fondées en France, en Suisse, en Espagne. De même des transports sur route ont été organisés.

Les usines sont :

Clichy (forges et fonderies) ;

Saint-Ouen (emboutissage et découpage de la tôlerie des châssis) ;

Grenelle (usinage et montage des ponts A.R., essieux A.V. et directions) ;

Gutenberg (usinage et montage des moteurs) ;

Javel (montage des châssis, des carrosseries, finitions, services commerciaux et administratifs).

LA CHAÎNE

Le système de convoyeur consiste en un certain nombre de chaînes ou de courroies sans fin. On en aura une idée en se remémorant le beau film de René Clair *A nous la liberté* et les passages de ce film qui représentent le travail dans la prison et la fabrication des phonographes.

Il y a deux sortes de convoyeurs : ceux sur lesquels le travail est exécuté, et ceux qui ne servent qu'au transport des matériaux.

Les avantages du système sont au point de vue patronal :

a) D'amener le plus près possible de l'ouvrier le travail à effectuer ;

b) De lier complètement l'ouvrier à son travail sans avoir besoin de le surveiller pendant sa tâche : la chaîne sans fin oblige l'homme à suivre l'allure prescrite.

Donc, par la vitesse du convoyeur et la répétition des mêmes gestes, l'ouvrier devient un véritable automate ; il ne pense à rien, sinon à aller toujours plus vite.

Taylor avait trouvé l'homme-machine idéal, fort comme un taureau et obtus comme un bœuf qui ne cherchait pas à comprendre les ordres reçus pour le portage des gueuses de fonte.

Le travail à cette allure déprime la santé, la fatigue devient plus grande au double point de vue cérébral et corporel. A partir de 1923, on procéda à l'installation des convoyeurs. Dès 1924, 562 mètres de convoyeurs fonctionnent déjà ; à l'heure actuelle, plus de 12.000 mètres de convoyeurs sont en service dans les usines Citroën. Les principales chaînes sont à Javel ; aux ateliers de montage, aux ateliers de décapage et de peinture ; 17 chaînes de 112 mètres de long sont en fonctionnement.

LES OUVRIERS

Chez Citroën on peut classer les ouvriers en deux catégories bien distinctes selon l'emploi qu'ils occupent dans la production.

Première catégorie : Main-d'œuvre qualifiée : Serruriers, tôliers, chaudronniers, ferblantiers, ajusteurs, tourneurs, peintres, etc., forment 20 % du personnel de la fabrication ;

« L'aristocratie ouvrière » est constituée par les ouvriers outilleurs qui représentent 15 % de la main-d'œuvre. Malheureusement la majorité de ces ouvriers d'élite n'est pas syndiquée. Et cependant leurs connaissances techniques font que les ouvriers outilleurs devraient former l'avant-garde active des ouvriers métallurgistes ;

Deuxième catégorie : Main-d'œuvre non qualifiée : les manoeuvres spécialisés sont des ouvriers qui, ayant eu une profession en dehors de la métallurgie, sont venus, faute de travail, grossir les rangs des travailleurs de chez Citroën. J'ai constaté au moment où je travaillais à Saint-Ouen, que beaucoup s'occupent de politique électorale, de sport, mais bien peu de la question syndicale ; en comptant les femmes, ces manoeuvres représentent 44 0/0 du personnel.

Les manoeuvres proprement dit ne forment que 17 à 18 % de la main-d'œuvre. Les hautes sphères de chez Citroën les considèrent comme des éléments inférieurs.

LE CONFLIT CITROËN

Dans toutes les usines, il court continuellement des bruits qui passent d'oreilles en oreilles et finissent par être grossis démesurément. D'où viennent ces bruits ? Impossible de le savoir. Absorbé dans votre travail, un camarade, en passant, vous frappe sur l'épaule et, d'un air confidentiel vous dit : « Il paraît que nous allons nous arrêter vendredi. On prétend qu'il n'y a plus de boulot. Allons encore une journée de repos forcée. »

Ces bruits, même faux, ont un effet moral sur les travailleurs. Les uns pensent à la perte d'une journée de travail, les autres aux gosses qui ont besoin de manger, au terme à payer, à l'encaisseur des bons de la Semeuse et ainsi de suite.

Chez Citroën, tous ces bruits sont répandus opportunément, je dirais même avec art. Ce sont des ballons d'essai lancés à bon escient par la direction.

On commence par faire courir le bruit que l'usine va fermer un jour par semaine sous prétexte qu'il n'y a plus de commandes, ou encore que le stockage des voitures est trop élevé.

Un autre bruit, comme par hasard, a trait au chômage. On indique le nombre des chômeurs dans la région parisienne et pour donner plus de force à cet argument, on laisse de longues files de chômeurs stationner aux portes des bureaux d'embauche. Un troisième concerne la diminution des salaires. C'est le coup de sonde. S'il n'y a pas de réaction chez les ouvriers, c'est le coup brutal : la diminution. Si la réaction a lieu, on prend soin de montrer, aux portes des usines, l'armée des travailleurs qui ne demandent qu'à travailler à des taux horaires inférieurs.

Avant le dernier conflit, des bruits de ce genre ont couru à travers les ateliers. Et le 27 mars, les contre-maîtres, les chefs d'équipes annoncèrent aux ouvriers 10 à 25 % de diminution.

Aussitôt des mouvements spontanés de grève éclatent. Le 29, les usines sont fermées. Le mardi 4 avril, les journeaux annoncent l'ouverture des usines pour le lendemain. Des ouvriers ren-

trèrent par peur des sanctions. Peut-être même crurent-ils que la diminution ne leur serait pas appliquée en jouant le rôle de jaune. La diminution de 15 % fut néanmoins maintenue. En présence de cette situation, ces ouvriers cessèrent le travail et le 6 avril, les usines étaient fermées pour la deuxième fois.

Les portes furent ouvertes à nouveau le lundi 24 avril. Le mouvement se poursuivit encore à l'intérieur jusqu'au 4 mai, date à laquelle le Comité de grève décréta la rentrée. Le mouvement de protestation prenait fin. Les travailleurs rentrèrent vaincus et subirent la diminution. Les ouvriers durent leur défaite à l'indifférence dont ils avaient fait preuve à l'égard de l'organisation syndicale. Si l'on pense que sur plus de 20.000 ouvriers, employés chez Citroën, à peine deux cents, sont syndiqués au syndicat unitaire ou confédéré et que sur plus de 300.000 ouvriers métallurgistes travaillant dans la région parisienne 4.000 au maximum ont une carte confédérale, dans leur poche, il n'y a rien d'étonnant que le patronat organisé lui, à 100 %, fasse ce qu'il lui plaît.

LE ROLE DU SYNDICAT UNITAIRE

Pour une fois, le parti communiste manoeuvra adroitement pour amener à lui cette masse d'inorganisés. Sa tactique fut la suivante :

1° Former un vaste comité de grève où le syndicat unitaire des métaux serait représenté par ses secrétaires ;

2° Déclarer devant les assemblées de grévistes que le syndicat unitaire, accepterait toutes les décisions, même si elles étaient contraires à ses propositions ;

3° Manoeuvrer au sein du comité de grève composé d'inorganisés. La tactique du parti communiste réussit. Les décisions prises par les assemblées générales étaient tournées au sein du comité de grève au profit des mots d'ordres unitaires. Ainsi, en cas d'échec, les responsabilités devaient retomber inévitablement sur le Comité de grève et non pas sur le syndicat unitaire.

Quoi qu'il en soit les militants unitaires ont gagné la confiance de ceux qui, parmi les ouvriers avaient le plus de préventions contre le syndicat unitaire des métaux.

L'ATTITUDE DU SYNDICAT CONFEDERE

Au moment de la scission de 1920, l'Union des ouvriers mécaniciens comptait plus de 33.000 adhérents. A cette époque, les magnats de la métallurgie étaient obligés de compter avec cette force, qui, quittant la C.G.T. adhéra à la C.G.T.U.

Une quinzaine de militants confédérés reconstituèrent l'Union des Mécaniciens. Parti à quinze ils sont plus de 700 aujourd'hui et leur organisation grossit de plus en plus.

Leur syndicat ordonna toujours à ses adhérents de suivre les mots d'ordre du syndicat unitaire, afin de ne pas gêner son action et de rentrer, en cas de défaite, toujours les derniers.

Après le congrès de Japy d'où sortit la fameuse motion sur l'unité, le syndicat unitaire fit au syndicat confédéré une proposition de front unique. Les confédérés répondirent par une proposition d'unité. Ils déclarèrent que l'unité organique était seule capable de regrouper les forces ouvrières et qu'ils laisseraient dans le syndicat unique, tous les postes aux unitaires, les membres du bureau et du Conseil syndical de l'Union des Mécaniciens devant rentrer dans le rang.

Il y a deux ans que cette proposition a été faite et après un simple accusé de réception du syndicat unitaire, les confédérés en sont encore à attendre une réponse.

Devant la manoeuvre de Citroën pour réduire les salaires, les confédérés lancèrent des tracts appelant les ouvriers à la lutte et au groupement syndical.

Les distributeurs de tracts de ce syndicat furent chassés par les Unitaires. Le Conseil syndical laissa alors au syndicat unitaire la direction de la grève et appela, comme par le passé, ses adhérents à suivre les mots d'ordre de ce dernier, quitte après le mouvement, à tirer les enseignements nécessaires.

En face d'un patronat de combat comme Citroën, une forte organisation syndicale ouvrière est indispensable. Ce n'est pas avec les 3.000 cartes placées par le syndicat unitaire — ce qui ne signifie pas 3.000 cotisants — et les 700 adhérents de l'Union des Mécaniciens que les ouvriers de la métallurgie pour-

ront lutter. Ils combattront avec succès le jour où ils comprendront que seul le groupement syndical peut lutter contre le patronat.

LA CHAÎNE, ARME DU PROLETARIAT

Par la spécialisation que demande le travail au convoyeur, le remplacement d'un ouvrier par un autre est difficile ; les ouvriers d'une chaîne se mettant en grève, peuvent arrêter momentanément d'autres ateliers ayant le même système de travail.

C'est pour cette raison que Citroën, chaque fois qu'un atelier débraye, ferme l'ensemble de ses usines. Les ouvriers qui étaient rentrés le 5 au matin, voyant la diminution suspendue au-dessus de leur tête, arrêteront le travail vers 10 heures. Le lendemain matin, les portes ne s'ouvraient pas et restèrent fermées jusqu'au 24 avril. Un ou deux ateliers en cessant le travail, avait obligé les ouvriers qui l'avaient repris, à sortir.

La chaîne peut être l'arme du prolétariat, à condition qu'il tienne la poignée et qu'il la tourne contre son adversaire. Dans le dernier conflit, c'est Citroën qui tenait la poignée, et la pointe de l'arme était tournée contre les ouvriers.

En étudiant le conflit et le mouvement de grève on s'aperçoit que le lock-out a servi Citroën. Il possédait un gros stock de voitures qu'il ne pouvait pas écarter, les voitures vendues étant remplacées au fur et à mesure par les voitures fabriquées quotidiennement.

Pendant la fermeture de l'usine, la vente continua, ce qui permit l'écoulement du stockage.

La transformation de certains ateliers, comme le rattachement des ateliers de la rue Balard au quai de Javel pour l'installation de nouvelles chaînes de montage, la modification de l'usine de fonderie de Clichy dont les odeurs et les fumées empoisonnaient tout un quartier, tous ces travaux furent poussés pendant le lock-out.

Actuellement, je travaille dans une fabrique de chaussures. Employé comme mécaniciens-ajusteur à l'entretien des machines de la chaîne, je vois les possibilités de lutte de mes camarades. Sur cette chaîne où travaillent 64 ouvriers et ouvrières, six ouvriers peuvent obliger les 58 autres à cesser le travail. Pour la raison bien simple que la spécialisation est tellement poussée qu'il est difficile de remplacer immédiatement un ouvrier par un autre.

Au moment où le fabricant de chaussures Bata inondait le marché français, les industriels demandèrent l'élévation des droits de douane. Les ouvriers de cette chaîne ne travaillaient plus que six heures par jour. Après le relèvement des droits de douane, les commandes augmentèrent. La journée de travail fut portée à huit heures. Quelques ouvriers pensèrent que le moment était favorable pour déclencher un mouvement en faveur d'une augmentation de salaires. Après avoir tâté l'état d'esprit des ouvriers de la chaîne, la grosse majorité se prononça pour attendre.

Voyant cela, trois ouvriers exécutant la même opération déclaraient au chef d'atelier qu'ils arrêtaient séance tenante le travail, si une augmentation horaire de 0,25 n'était pas accordée.

La direction demanda quelques jours pour donner une réponse affirmative. Les trois ouvriers virent le danger. Un délai de quelques jours, c'était la possibilité de faire trois apprentis. Sans préavis, ils cessèrent le travail. Les autres ouvriers, n'ayant plus de travail, devaient s'arrêter, les trois firent appel à la conscience de tous pour ne pas céder. Deux heures plus tard, le travail reprenait avec 25 centimes de plus à l'heure.

Ainsi, une minorité agissante peut, avec cette méthode, entraîner une quantité d'ouvriers à la lutte et à la victoire.

On objectera que ce qui a réussi dans un atelier, dans une chaîne de 64 ouvriers ne peut guère aboutir dans une entreprise groupant plus de 20.000 ouvriers comme chez Citroën ? C'est une erreur. Mais au lieu de trois, ce serait un ou deux mille ouvriers qui, cessant le travail, à une heure donnée sur les différents points du circuit de production, paralyseraient tous les services.

Ma conviction est que les grèves futures dans des usines comme Renault ou Citroën, se passeront à l'intérieur des usines et

non à l'extérieur ; il faudra porter la lutte dans la citadelle ennemie.

Un jour, grâce à l'amabilité d'un professeur du Conservatoire des Arts et Métiers, je pus assister à une conférence que M. André Citroën faisait à de jeunes ingénieurs de cette école.

Après avoir passé en revue les problèmes ayant trait à la production, Citroën, dans sa conclusion, déclara :

« N'oubliez pas Messieurs, qui, demain, allez être des dirigeants responsables de la production, que dans la société tout se ramène à des problèmes de physique et de force. »

Je ne sais pas si cette conclusion a été profitable aux jeunes ingénieurs présents, mais je sais, que, personnellement, je ne l'ai pas oubliée. J'ai vu dans le dernier conflit Citroën, deux forces opposées : l'une, compacte, solide, ne laissant aucune prise à la désagrégation, c'était Citroën ; l'autre, une force éparpillée en de multiples molécules impuissantes, c'était les ouvriers.

Seule l'unité syndicale sera capable de rassembler, de lier, de cimenter toutes les molécules ouvrières pour la bataille et la victoire.

JEAN ROYER.

A BAS LE LATIN

Janotus et Galilée

Nous voilà donc arrivés à cette conclusion que, si les humanités n'ont plus, ou presque plus, à l'heure actuelle, de valeur intrinsèque, elles ont toujours une valeur relative considérable au point de vue social. Telle est la principale raison de leur résistance et de leur force. Il y faudrait ajouter quelques raisons accessoires, que l'on prend souvent pour les principales. Le destin du latin étant attaché aux destins d'un certain ordre social, basé sur la prépondérance d'une certaine classe, savoir le latin, ou en avoir l'air est devenu le signe distinctif des représentants de cette classe. La connaissance du latin est le shibboleth qui permet de distinguer le vrai bourgeois, le bourgeois authentique né de parents bourgeois, du faux bourgeois ou du parvenu. Il ne s'agit pas tant, d'ailleurs, d'une connaissance véritablement acquise que d'un certain contact magique, comme dans les cérémonies d'initiation des Matabelés ou des Oua-Kikouyou. Il ne s'agit pas de savoir vraiment le latin, mais d'obtenir et de posséder, fût-ce par fraude, le parchemin-fétiche qui vous confère le prestige de ceux qui savent. Moins encore, pour certaines familles, on peut se dispenser du parchemin : il suffit d'avoir « fait ses études ». Et « faire ses études », c'est une question de fonds de culotte sur les bancs crasseux et taillés du lycée pour que, par une mystérieuse et mystique endosmose, la science infuse dans ce bois vénérable imprégné depuis si longtemps du parfum des humanités s'infilte dans la partie du corps de l'impétrant abritée par l'indispensable vêtement en question, et monte de là jusqu'à son cerveau. Après cela, peu importe qu'il soit recalé une dizaine de fois à son baccalauréat et se révèle incapable de traduire trois lignes de César. Ayant macéré des années dans une atmosphère latine, on pense et il pense qu'il lui en restera toujours quelque chose ; et dès l'instant qu'il sera capable de placer plus ou moins à propos le tiers ou le quart d'un vers de Virgile, il fera son petit chemin dans la vie et se jugera toujours très supérieur aux « primaires ».

Cet élève-là et ses pareils — et ils sont légion — compteront bien entendu au nombre des plus farouches défenseurs des humanités, et ils entraîneront à leur suite tous ceux qui se laisseront éblouir par le prestige social du shibboleth et parmi lesquels il faudra compter beaucoup de primaires. Ajoutons-y encore les gens d'église dont le latin est quasiment la langue maternelle, et enfin ceux qui en vivent, les spécialistes de latin.

A propos de ces derniers, il reste peut-être encore quelques mots à dire : En adoptant la méthode que nous avons préconisée plus haut, c'est-à-dire en remontant aux origines économiques de la question, on serait sans doute tenté de dire, comme le fait René Gérin dans un excellent petit livre auquel je

souhaite la plus large diffusion (1), qu'en défendant le latin, les professeurs « défendent leur bifteck ».

Ce serait peut-être voir les choses d'une manière trop simple, ou simplifiée. Certes, en un sens cela est vrai ; mais on peut dire que les humanistes n'en ont pas conscience. Ils ne songent pas, en général, à défendre leur bifteck, parce que, ayant vécu presque tous en dehors de la vie, ils ne savent pas ce que c'est que la lutte pour le bifteck. Il s'agit pour eux de bien autre chose. Le latin n'est pas seulement pour eux un moyen d'existence ; il est l'indice, le signe, la preuve d'une supériorité dont ils sont profondément imbus et qui leur procure à chaque moment de leur vie des jouissances suprêmes. Ils ont, grâce au latin, le sentiment qu'ils sont faits d'une autre argile que le commun des mortels. Ils se sentent, très sincèrement, les dépositaires de la Culture et de la Tradition, les gardiens de la flamme intellectuelle, des sortes de prêtres laïques investis d'un pouvoir quasi magique et d'un rôle sacré.

C'est cela surtout qui est au fond de leur antagonisme avec leurs collègues de sciences. Ceux-ci, justement fiers de représenter ce qu'il y a de plus vivant dans le savoir humain, n'arrivent pas à comprendre l'état d'esprit des « littéraires ». Les deux groupes sont aussi étrangers les uns aux autres qu'auraient pu l'être, mis face à face, le Janotus de Rabelais, avec son chapelet de syllogismes et de citations d'écoie, et Galilée, possédé par l'irrépressible vérité. Janotus n'est pas méchant, et bien qu'il accepte avec plaisir les sept aunes de drap et les dix pans de saucisse que lui octroie Gargantua, il est fort probable qu'il tient encore bien davantage à sa robe doctorale, à ses titres, et à son autorité sur les étudiants. Ainsi en est-il de nos professeurs humanistes. Enlevez-leur leur latin, et ce n'est pas seulement « l'école bien profonde nécessaire à leur vieillesse » que vous leur retirez, c'est le droit qu'ils croient avoir à leur propre estime et à l'estime des autres. En défendant les humanités, ils défendent leur self-respect, la haute idée qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur marchandise et les jouissances que cette idée leur procure ; et c'est bien pourquoi il faut s'attendre de leur part à une résistance féroce. Si ce n'était qu'une question de bifteck, elle serait relativement facile à résoudre. Il n'y aurait qu'à garantir à Janotus son école et ses pans de saucisse, c'est-à-dire à garantir aux professeurs dépossédés par la suppression du latin un autre emploi et une indemnité. Ce serait d'ailleurs légitime et c'est la procédure accoutumée dans tous les cas d'expropriation. Mais de pareilles mesures ne suffiraient point pour apaiser les humanistes. En effet, une fois dépouillés de leur chère antiquaille, non seulement la plupart d'entre eux ne seraient même pas capables de faire de bons instituteurs, mais ils apparaîtraient aux regards dans toute leur nudité intellectuelle, et pour tout dire dans leur ignorance. Supprimez le latin, et ils ne savent plus rien et ne sont plus bons à rien. Vous ne les mettez pas seulement en chômage, vous les précipitez brutalement du piédestal où ils étaient fichés et d'où ils contemplaient orgueilleusement leurs contemporains.

Au reste, leurs contemporains aiment à les y voir. Et ils feront cause commune avec Janotus dès qu'on fera mine de porter la main sur lui, je veux dire sur les humanités. Il y a autour de lui et autour d'elles une puissante coalition d'intérêts, si puissante qu'elle a découragé toutes les attaques, et qu'aujourd'hui, après quelques velléités, tout le monde semble reculer devant la seule idée de l'entreprise. On est d'accord pour ne pas poser la question. Nous voulons tenter de rompre cette espèce de conjuration du silence ; nous voulons qu'on cesse de considérer comme un dogme intangible la supériorité du latin et des humanités.

Tentative hasardeuse et même téméraire. Vouée à l'échec, diront quelques-uns. En nous attaquant au tout puissant latin nous risquons de nous briser, ou d'être enseveli sous une avalanche d'injures ou de méprisantes mercuriales.

Certes, nous sommes bien faibles, et le latin est bien fort. Et cependant, le latin est déjà condamné, déjà moribond. Il est appelé à disparaître — que dis-je ? — il est en voie de disparition. Il disparaîtra bientôt tout à fait, parce qu'il s'est trop longtemps survécu, parce qu'il ne correspond plus à rien d'utile, parce qu'il n'est qu'un mourant soutenu par d'autres mourants. Le siècle n'en veut plus. S'il est encore beaucoup de gens qui le respectent, il n'en est plus qui veuillent aller au delà d'un respect tout théorique et faire sur ses autels de vé-

ritables sacrifices. Le latin meurt par les deux bouts, car déjà personne ne veut plus l'apprendre et bientôt personne ne pourra plus l'enseigner.

Personne ne veut plus l'apprendre, c'est un fait. Nul ne le sait mieux que les professeurs, et ceux qui disent le contraire cherchent tout simplement à se cacher un vérité qui les effraie. Mais il est indiscutable que les élèves savent chaque année un peu moins de latin que l'année précédente. Les incidents périodiques qui se produisent aux sessions du baccalauréat et les lamentations périodiques des examinateurs qui corrigent les versions latines suffiraient à le prouver. Les élèves des lycées sont bien obligés de subir l'enseignement du latin, puisqu'on le leur impose, mais ils lui opposent triomphalement la force d'inertie. Et c'est eux qui auront finalement raison, car ils sont le nombre. On aura beau faire et beau crier, on aura beau maintenir à tout prix les humanités dans les programmes, et même augmenter le nombre des heures qui leur sont dévolues il faudra renoncer à bref délai à faire avaler le latin aux jeunes générations, pour la bonne et simple raison qu'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif.

D'autre part, la source où l'on voudrait le faire boire est en train de se tarir. Si le latin périt par en bas, du côté des élèves, il est encore plus mal en point par en haut, du côté des maîtres. On trouve de moins en moins des gens qui veuillent consacrer leur vie à l'enseignement du latin. Malgré le chômage des intellectuels, le nombre des candidats à la licence classique est en régression. Le recul est moins apparent en ce qui concerne l'agrégation, car ce titre est toujours recherché ; mais là, la baisse du niveau se fait sentir en qualité ; je parle, bien entendu, de la qualité du latin, et non du reste. Les agrégés d'aujourd'hui ne sont probablement pas inférieurs à leurs aînés en talents ni en connaissances ; mais il suffit de lire les rapports annuels des jurys pour voir que des candidats qui se montrent parfois très brillants par ailleurs, commettent des fautes grossières dans leurs thèmes latins. En fait, les humanités vivent sur leur acquis, c'est-à-dire grâce aux générations de maîtres formés avant la guerre. Mais ceux-ci ne sont pas éternels, et le nombre des professeurs qui savent le latin vraiment à fond diminue constamment. Cela est déjà très visible dans l'enseignement supérieur. De plus en plus rares sont ceux qui entreprennent des thèses sur un sujet de grammaire ou de littérature latine ; tout à fait rares ceux qui les mènent à bonne fin. Et cela se conçoit : si résolu partisan qu'on soit des humanités, qui voudra consacrer dix ou quinze ans de sa vie à scruter le subjonctif dans Quintilien ou à scander des vers d'Ovide ? Il y a de quoi faire reculer les plus braves. M. Bergeret, qui mettait sur fiches tous les termes nautiques employés par Virgile, nous apparaît comme un type antédiluvien. Une chaire de faculté offre certainement bien des avantages ; mais qui envisagerait sans frémir la perspective de corriger des thèmes latins jusqu'à soixante-dix ans ? D'ailleurs, on fait de moins en moins de thème latin, même dans les facultés, et l'on peut prévoir le moment où le latin disparaîtra des programmes, malgré toutes les lamentations des Jérémies humanistes, simplement parce qu'on ne trouvera plus de maîtres assez compétents ni assez courageux pour l'enseigner. Le jour viendra où il n'y aura plus un seul docteur ayant fait une thèse latine, où l'on verra des promotions entières de l'école normale opter pour l'histoire ou la philosophie à seule fin d'éviter l'ennui de faire du latin. Ce jour-là, il faudra bien se résoudre à organiser l'enseignement moderne.

Alors, pourquoi ne pas l'organiser tout de suite ? Pourquoi laisser agir stupidement des forces aveugles ? A quoi servent l'intelligence et la raison sinon à devancer les événements ?

Je m'adresse à ceux qui connaissent la situation, mais ont perdu courage ; à ceux qui savent mais qui doutent ; et aussi à ceux qui ignorent et qui n'osent pas ; à ceux qu'on a trompés et à ceux qui ne veulent pas avouer qu'ils se trompent ; aux dupes, aux sceptiques et aux victimes, et je leur demande de renoncer à leurs erreurs, à leur inertie ou à leurs doutes pour oser crier avec moi : A bas le latin !

N'ayez pas peur de crier fort. La vieille forteresse est bien plus ruinée qu'on ne pense. Vous n'aurez même pas besoin de crier sept fois pour voir s'écrouler en poussière ses remparts branlants et caducs.

REGIS MESSAC.

(1) *Paralogismes du Français moyen*. Marcel Rivière, éditeur.